

# AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes



Femmes et souveraineté alimentaire



Agriculture durable à faibles apports externes  
VOL. 25.3 - Novembre 2009

AGRIDAPE est l'édition régionale  
Afrique francophone des magazines  
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique  
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE  
IED Afrique  
24, Sacré Coeur III – Dakar  
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal  
Téléphone : +221 33 867 10 58  
Fax : +221 33 867 10 59  
E-mail : agridape@orange.sn  
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Awa Faly Ba Mbow,  
Safietou Sall Diop, Aïssatou Tounkara,  
Bara Guèye, Mouhamadou Lamine  
Seck, El Hadj Malick Cissé

Administration :  
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :  
Imprimerie Graphi plus  
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale  
LEISA Magazine

ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,  
The Netherlands  
Tél. : +31 33 467 38 70  
Fax : +31 33 463 24 10  
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise  
CBIK, 3rd Floor, Building A  
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming  
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole  
La revista de agro-ecologia  
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,  
Lima 18, Pérou  
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne  
LEISA India  
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore  
560 085, Inde  
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

# S O M M A I R E

- 4 Editorial : Femmes et souveraineté alimentaire**
- 6 Plus il y a de femmes, mieux s'en porte la souveraineté alimentaire -**  
Shen Shicai et Qian Jie
- 8 Des femmes actrices d'une alimentation saine et souveraine dans**  
**les Andes péruviennes - Eric Capoen**
- 10 Un vrai agriculteur garde des semences**  
Nico Bakker et Feliz Zenén Martínez Mendoza
- 13 Lutte contre l'insécurité alimentaire : les femmes de Ndoff relèvent**  
**le défi - Famara Diédhiou, Assane Gueye, Nalla Mbaye**
- 15 L'approche genre, une valeur ajoutée pour la souveraineté alimentaire?**  
Marie Monimart, Rosaline Dacko-Maïga
- 18 Femmes et accès à la terre au Rwanda post-conflit**  
Marian Koster
- 21 De bonnes affaires dans la forêt !**  
Adam Norikane
- 23 Le karité pour la souveraineté alimentaire au Ghana**  
Samuel Y. Apiiga Mofa Bolga
- 24 Des technologies appropriées pour les femmes rurales**  
Florence Lubwama Kiyimba
- 26 Plaidoyer pour la souveraineté alimentaire et les droits des femmes**  
**au Brésil - Laeticia Jalil**
- 28 Succès de l'agriculture urbaine à Cuba - Francisco Dueñas, Dagmara**  
**Plana, Isis Salcines, Bárbara Benítez, Laura R. Medina et María E. Domíni**
- 31 Notes de terrain - Mariétou Dia**
- 32 Sites web**
- 33 Bibliographie**
- 35 AGRIDAPE INFOS**

## 8 Des femmes actrices d'une alimentation saine et souveraine dans les Andes péruviennes.

Eric Capoen

Au Pérou, dans les hauteurs de la Cordillère des Andes, le régime alimentaire des familles est déséquilibré et pauvre en légumes. Les femmes, soutenues par l'organisation « Aide au Développement Gembloux » (ADG) et deux de ses partenaires andins, apprennent à réaliser des jardins biologiques pour produire des légumes en utilisant au maximum les ressources locales. Elles organisent des ateliers de cuisine pour découvrir de nouvelles saveurs et apprendre à faire des combinaisons d'aliments afin de valoriser le savoir-faire culinaire traditionnel et les ingrédients locaux.

### DES INSTITUTIONS, UNE VISION !

ILEIA est le centre d'information sur l'agriculture durable à faibles apports externes. Ce centre encourage l'adoption des technologies à faibles apports externes par le biais de sa revue trimestrielle LEISA et ses autres publications. Il appuie, par ailleurs, la mise en place d'éditions régionales du magazine. ILEIA dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations sur le développement de l'agriculture durable dans le monde ([www.leisa.info](http://www.leisa.info)).

Innovations, Environnement et Développement en Afrique est l'organisation autonome qui capitalise l'expérience du programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement. Sa mission reste de promouvoir un développement durable par la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone. Dans ce cadre, IED Afrique propose aux partenaires différents supports accessibles à travers son site internet ([www.iedafrique.org](http://www.iedafrique.org)).

AGRIDAPE, c'est l'agriculture durable à faibles apports externes. Cette notion est axée sur l'ensemble des choix technologiques et sociaux à la disposition des paysans soucieux d'articuler l'amélioration de leur productivité et la prise en compte des aspects environnementaux. AGRIDAPE est donc relative à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels mais aussi du maniement mesuré et maîtrisé d'intrants en cas de besoin. Il s'agit en fait de développer les capacités des individus et des communautés qui s'efforcent de se construire un avenir sur la base de leurs propres aptitudes, valeurs, cultures et institutions.

Ainsi, AGRIDAPE tente de combiner les savoirs local et scientifique et d'influencer les formulations des politiques pour la création d'un cadre favorable à leur développement. AGRIDAPE, c'est aussi un éventail de méthodologies participatives pour une agriculture viable, prenant en compte les besoins différents et parfois divergents des divers acteurs dans un contexte fluctuant.

AGRIDAPE, un concept, une approche, mais aussi un message politique, une vision !

#### Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22,  
Den Pasar 80234  
Bali Indonésie  
E-mail : leisa@indo.net.id

#### Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020  
E-mail : paulo@aspta.org.br

#### Sites Web

<http://www.leisa.info>  
<http://www.iedafrique.org>  
<http://agridape.leisa.info>

#### Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à [agridape@orange.sn](mailto:agridape@orange.sn)

#### Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSJ

#### Photo de couverture :

Marlene Wiinblad

*La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.*

*La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.*



## 21 De bonnes affaires dans la forêt !

Adam Norikane

Au Libéria, la sécurité alimentaire des foyers relève principalement des femmes. Bien que le pays ait l'avantage de posséder d'abondantes forêts et des terres fertiles, les populations rurales ont très peu droit à la prise de décisions. Les plus forts - essentiellement des bûcherons - s'emparent des opportunités les plus rentables. C'est dans ce contexte sociopolitique que des organisations de développement tentent de prendre en charge les besoins alimentaires des femmes par la création de groupements et par la formation.



## 28 Succès de l'agriculture urbaine à Cuba

Francisco Dueñas, Dagmara Plana, Isis Salcines, Bárbara Benítez, Laura R. Medina et María E. Domini

A Cuba, les « exploitations agricoles urbaines » contribuent dans une large mesure à l'autosuffisance alimentaire de l'île. Les femmes jouent un rôle très important dans l'agriculture urbaine. La prise de conscience de ce rôle et de la contribution globale des femmes permet d'obtenir des résultats encore meilleurs.

## Chères lectrices, chers lecteurs,

Le numéro sur « Femmes et souveraineté alimentaire », qui clôture l'année 2009, nous rappelle ô combien les responsabilités des femmes dans l'agriculture et dans l'alimentation des populations sont importantes. Cette contribution, même si elle est reconnue, est mal évaluée, en termes de travail et de valeur ajoutée dans la chaîne de production. Mettre en exergue le rôle des femmes dans la souveraineté alimentaire revient donc à parler de leur droit à l'alimentation, de leur accès légitime au foncier et aux autres ressources, mais aussi des politiques qui doivent les aider à réduire leur vulnérabilité.

L'équipe AGRIDAPE s'est rendue au Cameroun, du 16 au 22 novembre 2009, et sera au Mali, du 21 au 24 décembre, dans le cadre de son programme de renforcement de capacités dans la capitalisation des expériences. Le choix, cette année, est d'organiser des formations d'animateurs/formateurs. Notre objectif est de renforcer les capacités des partenaires et lecteurs d'AGRIDAPE à travers les réseaux nationaux afin de faciliter des processus de capitalisation des expériences. Les réseaux, à leur tour, initieront des ateliers à destination de leurs autres membres.

Bonne lecture



## ÉDITORIAL

# Femmes et souveraineté alimentaire

Dans les pays du Nord comme du Sud, les femmes participent activement à toutes les étapes de la production agricole et alimentaire. En plus des charges ménagères, elles cultivent, transforment et vendent les produits des récoltes pour répondre aux besoins de leurs familles dans les domaines de l'éducation, de la santé et du bien-être en général. Leur apport considérable et constant ainsi que leur connaissance et savoir-faire ont permis de maintenir et de diversifier de nombreux systèmes agricoles, surtout dans les pays en développement. Cependant, la contribution des femmes dans l'agriculture reste sous-évaluée. Dans ce secteur, à l'instar des domaines tels que l'économie ou la science, les femmes sont marginalisées.



Photo: Franck Boyer

4

En effet, la crise alimentaire mondiale a montré les effets pervers d'une agriculture mondiale orientée davantage vers la satisfaction des besoins d'un marché global au détriment des marchés locaux. La conséquence en est une pauvreté accrue dans les pays du sud qui touche davantage les femmes et les enfants. La tendance est aujourd'hui à la valorisation des produits locaux et au soutien à l'agriculture familiale. Et le rôle prépondérant des femmes dans ces domaines n'est plus à démontrer.

### Les femmes dans la production agricole

En plus de s'investir dans l'agriculture de subsistance en tirant profit des produits de la forêt, des arbres sauvages etc., les femmes s'investissent également dans le secteur agricole de rente et dans la transformation des produits alimentaires destinés à la vente. Souvent, hommes et femmes se complètent en se partageant les activités liées à la production vivrière, à l'élevage, à la pêche, à l'entretien et à l'exploitation des forêts. Les femmes produisent, transforment et conservent jusqu'à 80% de la nourriture selon l'UNIFEM.

En Afrique, elles assurent l'essentiel des travaux de semis, de sarclage et de récolte. Elles se chargent de la culture à petite échelle à l'aide de technologies rudimentaires. En effet, comme l'ont démontré certaines études, les femmes ont difficilement accès à la technologie pour plusieurs raisons et, notamment, les

coûts. Les attelages, unités mécaniques simples ou équipements lourds (tracteurs) sont rarement envisagés en raison de leur coût élevé. Les femmes travaillent pratiquement à mains nues. Les seules innovations auxquelles elles ont recours sont de type artisanal ou semi-industriel: houe, machette, moulin à mil ou presse à huile pour la transformation des produits agricoles (Fatou Sow, *Femmes rurales chefs de famille en Afrique Subsaharienne*, FAO, Nov. 95).

Elles jouent également un rôle important dans l'élevage et sont les principales responsables de l'entretien du petit bétail et des petits ruminants tout en s'occupant aussi de la garde du gros bétail. Elles fournissent l'eau et le fourrage, nettoient les stalles et s'occupent du traitement des maladies (Shen Shicai et Qian Jie page 6). Elles jouent aussi un rôle prépondérant dans la transformation, notamment des produits laitiers, et sont très souvent responsables de leur commercialisation.

Cependant, le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire est encore méconnu ou peu pris en considération. Les données quantifiées sont insuffisantes pour évaluer avec précision leurs contributions à la production agricole. Celles qui existent sous-estiment, d'une manière générale, leur apport dans l'agriculture, la foresterie et la pêche car la plupart des enquêtes et des recensements ne comptabilisent que le travail rémunéré.

De plus, elles ne sont pas impliquées dans la prise des décisions et ne sont pas non plus accompagnées par les services de vulgarisation agricole (Francisco Dueñas et cie page 28).

### Des inégalités dans l'accès aux ressources

Les femmes ont moins facilement accès que les hommes aux ressources alors que la souveraineté alimentaire est indissociable de l'accès à ces ressources

(eau, terre, énergie, semences, crédits). Cette situation est le résultat d'une série de facteurs culturels, traditionnels et sociologiques.

Dans le domaine foncier, on constate que, dans le monde entier, et en Afrique en particulier, l'accès des femmes à la terre n'est pas aisé. Dans certains pays, ce sont les systèmes coutumiers lors du partage de l'héritage qui constituent un frein, surtout dans un contexte de raréfaction des terres cultivables (Marie Monimart, Rosaline Dacko-Maïga page 15)

En Afrique de l'ouest, le processus de décentralisation a été enclenché dans plusieurs pays et aurait dû être une opportunité pour les populations locales mais l'absence de cadres juridiques clairs en matière de gestion des ressources naturelles favorise l'anarchie, et les plus faibles -les femmes- sont marginalisées (Mariétou Dia page 31). Des programmes de réforme agraire ont été lancés dans plusieurs pays, mais ils ont privilégié le transfert des droits fonciers aux seuls hommes en leur qualité de chefs de famille, ignorant ainsi l'existence de ménages dirigés par une femme, alors que les migrations, les conflits et le Sida entraînent une augmentation du nombre des foyers ruraux ayant une femme pour chef de famille, et les droits des femmes mariées à la copropriété.

Les femmes rurales développent d'autres activités à partir de la production agricole, de la cueillette etc. Le commerce de produits forestiers non ligneux en fait partie. Cette activité est destinée à leur procurer des revenus complémentaires pour l'achat de vivres et à renforcer la sécurité alimentaire de leur famille. Mais, en l'absence de droits leur garantissant un accès équitable à ces ressources,

les femmes, souvent, privilégient une logique d'exploitation à court terme alors que le fait de leur octroyer des droits et responsabilités sur l'exploitation de ces produits peut favoriser des comportements de préservation à long terme (Adam Norikane, page 21).

L'accès des femmes au financement est également très faible. Le déficit d'information, leur statut au sein de la famille et leur difficulté à avoir des garanties constituent des obstacles à l'accès au crédit.

### Quels moyens pour soutenir les femmes dans leur quête de souveraineté alimentaire ?

Les femmes au sein du mouvement Via Campesina, lors de la marche organisée en marge du Forum sur la Souveraineté Alimentaire (Nyéléni, 2007) ont déclaré :

*« La garantie du droit à l'alimentation passe par la priorité de la production locale pour nourrir les populations et par l'accès des agricultrices et agriculteurs ainsi que des sans-terre, à la terre, à l'eau, aux semences et aux crédits. Elle passe aussi par la prise en compte du travail invisible des femmes qui préparent et distribuent la nourriture, mais pas dans le sens que lui donnent les organisations comme la Banque mondiale, c'est-à-dire en mettant sur la femme le fardeau et la responsabilité de la santé et du bien-être familial dans un contexte de réduction, de la part d'Etats et des entreprises, des salaires et des droits des travailleuses et travailleurs. Notre voie est celle de la reconnaissance du fait que la durabilité de la vie humaine, pour laquelle l'alimentation constitue une partie fondamentale,*

*doit être au cœur de l'économie et de l'organisation sociale ».*

Cette déclaration résume la position de tous les mouvements féminins lors des grandes réunions et conférences nationales et internationales. En effet, la problématique de la souveraineté alimentaire n'est pas seulement une question de revenus ou de marché. C'est aussi une volonté et des choix politiques qui doivent tenir compte des besoins et des droits des femmes et des hommes. Ceci, le Mouvement des femmes paysannes brésiliennes l'a bien compris en mettant en œuvre une campagne politique pour mettre en évidence leurs rôles dans la souveraineté alimentaire. Cette campagne a contraint le gouvernement à les inclure dans les débats sur la réforme sociale (Laeticia Jallil, page 26).

Les mouvements de femmes dénoncent également certaines politiques commerciales tournées vers les marchés d'exportation qui bénéficient généralement à ceux qui font de la culture de rente au détriment de la culture vivrière. L'importation de produits alimentaires concurrence l'activité des femmes spécialisées dans l'approvisionnement des marchés en produits locaux. De plus, les accords internationaux sur la protection des droits intellectuels (ADPIC) rendent l'accès aux semences plus cher, ce qui est particulièrement défavorable aux paysannes responsables de l'agriculture de subsistance.

De nombreux programmes bilatéraux se sont penchés sur ces problèmes et besoins spécifiques des femmes en intégrant une composante genre dans les projets. Mais peu d'expériences parviennent à satisfaire les besoins réels des femmes. Alors, en l'absence de réponses, les femmes, elles-mêmes, tentent silencieusement d'émerger à travers de nombreuses initiatives porteuses :

- des mouvements de reconversion qui les amènent dans des domaines réputés masculins (mareyage) ;
- l'entrepreneuriat rural dans les secteurs qui sont traditionnellement les leurs : industries de transformation, commercialisation de produits.

La souveraineté alimentaire est très complexe et demande une approche globale du point de vue sociétal, juridique, économique, politique et culturel. Elle suppose des réformes dans plusieurs secteurs : agriculture, code de la famille, protection sociale, défense des droits, la lutte contre les violences, finances etc. Les femmes seront les principales bénéficiaires de ces réformes mais elles doivent au préalable apprendre à se défendre en constituant des mouvements forts, capables d'argumenter avec efficacité. ■

## Éliminer la discrimination à l'encontre des femmes

La nécessité de reconnaître une série de droits complémentaires pour améliorer l'accès des femmes à la nourriture, la santé, l'éducation et l'emploi a été affirmée dans la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes, principale convention des Nations Unies sur les droits des femmes. En 1997, 153 États l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Dans un article spécial sur les problèmes des femmes rurales (Article 14), il est demandé aux États parties de veiller à ce que les femmes rurales aient le droit:

- d'avoir accès au crédit et aux prêts agricoles ainsi qu'aux services de commercialisation et aux techniques appropriées, et de bénéficier d'un traitement égal dans les réformes

foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural;

- de recevoir tout type de formation et d'éducation et de pouvoir bénéficier des services de vulgarisation pour accroître leurs compétences techniques;
- de participer à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement à tous les échelons;
- d'organiser des groupes d'entraide et des coopératives;
- d'avoir accès aux services adéquats dans le domaine de la santé, y compris aux informations, conseils et services en matière de planification familiale.

Source FAO <http://www.fao.org/docrep/W9990F/W9990f10.htm>

# Plus il y a de femmes, mieux s'en porte la souveraineté alimentaire

Shen Shicai et Qian Jie



Des agricultrices, dont deux tibétaines Lisu en tenue traditionnelle, discutent de leurs expériences

6

*Les femmes jouent un rôle essentiel dans la production animale de la région nord-ouest rurale de la province du Yunnan, en Chine. Toutefois, elles sont souvent exclues des activités de vulgarisation et des opportunités de formation. Un projet récent a identifié diverses méthodes pour mieux cibler les agricultrices. En renforçant leur participation et la formation professionnelle des ouvrières, l'on a réduit les risques liés à la production animale et renforcé les économies des ménages.*

La production animale, à bien des égards, joue un rôle crucial dans les moyens de subsistance des populations marginalisées et démunies. Elle contribue à l'alimentation locale, constitue une source de revenu, un moyen de traction de l'eau, un engrais bio et un moyen de transport du matériel lourd. Ceux dont les moyens de subsistance dépendent plus de l'élevage sont les pauvres, notamment les femmes, vivant dans les zones montagneuses reculées et qui n'ont pas accès à l'information, aux infrastructures et aux opportunités d'emploi.

Situé dans la province nord-ouest du Yunnan en Chine, le comté de Gongshan fait partie de ces zones. Il est limité à l'ouest par la Birmanie et au nord par le Tibet. C'est une région agro-pastorale typique abritant une grande variété de cultures et une biodiversité considérable. En 2008, 32 % des revenus des agriculteurs provenaient des récoltes et 29 % de l'élevage. On y cultive du maïs, du riz, des légumes, des pommes de terre et des cultures de rente. On y retrouve des animaux comme les yaks, les bovins, les ovins, les caprins, les porcins, les équins et les volailles. L'agriculture et l'élevage y sont étroitement liés. L'élevage a également une fonction sociale dans cette zone où les animaux sont utilisés pour les échanges de cadeaux et à

l'occasion de mariages et autres cérémonies (funéraires, religieuses).

## Les activités agricoles des femmes dans le comté de Gongshan

Les femmes et les hommes ont des rôles et responsabilités décisionnelles différents dans leurs activités agricoles. En général, les agricultrices sont responsables des cultures vivrières comme le maïs, le riz, les légumes et les pommes de terre tandis que les hommes s'occupent de la production de cultures de rente. Les cultures de subsistance se pratiquent à proximité de la maison, principalement pour la consommation familiale et le fourrage destiné au bétail. Les cultures de rente se pratiquent, elles, un peu plus loin du village et sont généralement vendues sur le marché. Les hommes prennent la plupart des décisions concernant l'achat et la vente des cultures de rente, et des cultures de subsistance.

Pour la production animale, les femmes élèvent des porcs et des poulets tandis que les hommes se chargent de l'alimentation et du pâturage des bovins, caprins, ovins et équins. Hommes et femmes sont responsables de la

garde de leurs animaux respectifs, de la préparation du fourrage, du nettoyage des stalles, du traitement des maladies, de l'achat et de la vente. Les hommes sont également responsables des gros projets tels que le renforcement des clôtures, des enclos et des silos d'ensilage tandis que les femmes s'adonnent à des tâches comme la préparation du fourrage ensilé en tonneaux et la production d'herbes. Durant l'été, les hommes conduisent les bovins, les chèvres et les moutons vers les terres de pâturage des prairies de montagne tandis que les femmes restent à proximité de la maison où porcs et poulets sont élevés. Les animaux sont ramenés en hiver, et hommes et femmes participent au transport du fumier et à la préparation du fourrage. Cette répartition des rôles indique que ce sont les hommes qui sont responsables des animaux de plus grande valeur (monétaire), tandis que les femmes s'occupent du bétail de valeur inférieure. Toutefois, il a été récemment constaté que le nombre de jeunes hommes parcourant de longues distances à la recherche d'un travail a augmenté, laissant de plus en plus de femmes jeunes et âgées s'occuper de toute la production agricole et des autres activités.

Des facteurs comme les maladies, le manque de sources de fourrage vert en hiver et au printemps, la dégradation des prairies alpines et l'insuffisance des services locaux de vulgarisation freinent le développement de l'élevage dans le comté de Gongshan. C'est pourquoi le Centre pour la biodiversité et les connaissances autochtones (CBIK) a initié le projet « Renforcement des moyens de subsistance des agro-pasteurs dans la province nord-est du Yunnan » en 2003 pour essayer de résoudre ces problèmes. Une importante étude a été réalisée dans le cadre de ce projet afin de clarifier les facteurs sociaux et les questions de genre. Les résultats de cette recherche se sont avérés utiles dans la détermination de la manière dont les nouvelles politiques pourraient être mises en œuvre.

## Cibles masculines pour activités féminines

Les entretiens avec les chefs de village, les autorités publiques et les groupements féminins, laissent apparaître que, souvent, les hommes bénéficient plus des informations, de la formation et des services de vulgarisation que les femmes de la communauté.

Cependant, les programmes publics de vulgarisation étant généralement axés sur les activités courantes des femmes (par exemple, l'élevage de petit bétail et les cultures de subsistance), et moins sur le gros bétail et les cultures de rente, et les femmes ne participant pas à ces programmes, la vulgarisation a eu peu d'impact sur leurs capacités, leurs relations sociales et leur statut économique. En conséquence, l'économie et la sécurité alimentaire des ménages (qui dépendent, dans une large mesure, de l'apport de l'élevage en viande, huile et lait) n'ont pas connu d'amélioration.

## Cibler les femmes au bureau et au village

L'une des façons d'améliorer les services fournis aux agricultrices est de renforcer la capacité et le rôle du personnel féminin dans les agences de vulgarisation telles que le *Gongshan Animal Husbandry* (Bureau de l'élevage de Gongshan), ainsi que les stations vétérinaires locales. Les techniciens de terrain effectuent des inspections à l'extérieur, des séances de formation sur place, le traitement des maladies ainsi que des séances d'animation dans les groupes d'expérimentation villageois (GEV). Les travailleurs, hommes et femmes, ont été divisés en groupes mixtes ou unisexes, responsables du travail de vulgarisation dans les GEV, suivant l'approche de développement participatif de technologies (DPT). Le personnel de vulgarisation effectue des visites de suivi dans les groupements de villageois chaque mois pour s'enquérir de la compréhension et de l'interprétation, par les villageois, des informations qu'ils ont reçues ainsi que des impacts des technologies introduites. Ils partagent ensuite leurs conclusions lors des réunions des GEV. Outre leur participation à la recherche, les techniciennes ont également reçu une formation dans des domaines spécifiques tels que les connaissances ethno-médicinales et traditionnelles, la commercialisation du bétail et les ressources fourragères. A ce jour, 13 femmes ont été formées avec succès au niveau de quatre agences, soit 76 % du personnel féminin total.

Une autre façon de renforcer les capacités des agricultrices a consisté à mettre sur pied des groupements d'expérimentation villageois composés exclusivement de femmes. Grâce à ces derniers, elles ont pu travailler ensemble davantage, partager leurs expériences, exprimer leurs opinions et former de nouveaux groupements.

## Différentes stratégies pour cibler les agriculteurs pauvres

En raison des contraintes économiques et sociales, les agriculteurs pauvres de la communauté étaient rarement en mesure de participer aux activités du projet. Afin d'encourager leur participation, le projet leur a offert un soutien plus conséquent que celui accordé



Photo: Chen Yong

Dans ce village de Dimaluo (Gonghan), Huxiaohua traite une ses vaches. Les femmes sont généralement responsables de ce travail une fois le bétail rentré des terres de pâturage

aux agriculteurs plus aisés. La plus importante stratégie pour cibler les agriculteurs pauvres a été la création d'un « fonds d'innovation technologique ». Le fonds est géré par un comité composé seulement d'agriculteurs pauvres dont au moins une moitié de femmes. Il revient au comité de fixer les règles du fonds telles que l'attribution, le remboursement et le suivi de prêts. En plus de ce soutien financier, le projet a offert une formation gratuite aux agriculteurs pauvres et leur a fourni davantage d'opportunités de s'exprimer lors des réunions mensuelles et saisonnières. Selon eux, ces stratégies et activités ont joué un rôle important dans leur vie en leur permettant de satisfaire leurs besoins financiers immédiats et de renforcer leur cohésion en tant que communauté. En fait, certaines règles et approches élaborées par le comité des agriculteurs ont ensuite été appliquées par les autorités locales à plus grande échelle.

## « Nous pouvons tout faire maintenant ! »

Après quatre années, tous les villages disposent maintenant de plus de groupements d'expérimentation villageois féminins que masculins, soit, au total, 67 % de groupements féminins de plus. Les agricultrices ont davantage accès aux informations, à la formation et à l'assistance en vulgarisation au niveau communautaire et au niveau du comté. Selon l'évaluation de 2008, 95 % des villageois interrogés (hommes et femmes) ont déclaré que les femmes ont joué un rôle important dans les activités du projet. Selon plusieurs d'entre eux, peu de femmes ont souhaité participer aux activités communautaires et de vulgarisation préalablement au projet, et même lorsqu'elles assistaient aux réunions, elles ne disaient rien. Au bout des quatre ans, de nombreux villageois ont confirmé que les femmes ont amélioré leurs capacités, leur situation sociale et économique. Par exemple, les taux de mortalité animale ont été réduits grâce à la mise en place d'un fonds médical pour l'élevage et d'un système de suivi vétérinaire et d'approvisionnement en vaccins. La culture de fourrage vert, par le biais de clôtures bio et

de la mise en place de l'ensilage, a contribué à résoudre les problèmes de fourrage. Comme en témoignent les femmes villageoises : « Nous pouvons tout faire maintenant - même le travail des hommes ; nous devrions avoir les mêmes droits et opportunités aux activités communautaires que les hommes. Nous avons davantage confiance et une plus grande conscience des choses que par le passé ».

Chaque année, plusieurs réunions (mensuelles, semestrielles et annuelles) se tiennent dans différentes parties du comté de Gongshan. Les GEV et les agents de vulgarisation (hommes et femmes) ont participé activement à ces réunions, en partageant leurs expériences et nouvelles connaissances et en concevant des projets ensemble. Ces réunions ont permis de créer de bonnes relations et un large réseau, rendant ainsi les femmes plus visibles et sollicitées pour aider à la formation de nouvelles participantes dans d'autres villages.

Bien que le CBIK ait organisé très peu d'événements de formation formels sur le genre pour les agriculteurs et les agents de terrain, l'organisation des GEV, le fonds d'innovation et les différentes rencontres ont tous contribué à intensifier la participation des agricultrices et des pauvres ainsi que la capacité des femmes agents de vulgarisation. Cette expérience montre que plus il y a de femmes participant au processus de développement, plus grande est la capacité des agricultrices, ce qui se traduit par une plus grande production animale, une meilleure économie des ménages et, au bout du compte, la réalisation de la souveraineté alimentaire. ■

**Shen Shicai** et **Qian Jie**. *Center for Biodiversity and Indigenous Knowledge* (CBIK), 3<sup>rd</sup> Floor, Building A, Zhonghuan Dasha, Yanjiadi, Kunming, Yunnan, 650034, China.

Contact : Shenshicai@cbi.ac.cn, qianjie@cbi.ac.cn

CBIK est membre du réseau mondial LEISA. Ce centre publie une édition chinoise de LEISA Magazine. Pour de plus amples informations, veuillez visiter le site [www.leisa.info](http://www.leisa.info).

*Ce travail a été financé par le Centre de Recherche en Développement International (CRDI) dans le cadre de deux programmes d'analyse sociale et d'analyse de genre et renforcement des moyens de subsistance des agro pasteurs dans le N-O du Yunnan.*

# Des femmes actrices d'une alimentation saine et souveraine dans les Andes péruviennes

Eric Capoen



Photo: Carhuaz

Préparation d'un repas équilibré

*Au Pérou, sur les hauteurs de la Cordillère des Andes, le régime alimentaire des familles est déséquilibré et pauvre en légumes. Les femmes, soutenues par l'organisation « Aide au Développement Gembloux » (ADG) et deux de ses partenaires andins, apprennent à réaliser des jardins biologiques pour produire des légumes en utilisant au maximum les ressources locales. Elles organisent des ateliers de cuisine pour découvrir de nouvelles saveurs et apprendre à faire des combinaisons d'aliments afin de valoriser le savoir-faire culinaire traditionnel et les ingrédients locaux.*

**T**out au long de la Cordillère des Andes du Pérou se répète le même constat alarmant : le taux élevé de malnutrition chez les enfants ne se réduit pas malgré l'intervention massive de programmes sociaux. L'Etat péruvien notamment, exécute des programmes tels que « Vaso de leche » (Tasse de lait) et « Comedor popular » (restaurant populaire), fournissant des repas aux familles pauvres, généralement à base de produits en provenance de la côte (riz, thon, légumineuses, farine de blé), réalité paradoxale quand l'on sait que les hautes terres andines produisent de la pomme de terre, du blé, du quinoa, des fèves, des cochons d'Inde.

Au fil des ans, s'est créée l'habitude, au sein de la population, de vendre les produits locaux de qualité (particulièrement la viande) sur les marchés provinciaux pour acheter des produits essentiellement énergétiques, de provenance industrielle (pâtes, riz, boissons rafraîchissantes, biscuits), avec pour résultat un déséquilibre dans le régime quotidien des familles, aggravé par la faible consommation de légumes.

## Une remise en valeur des ressources locales

L'organisation « Aide au Développement Gembloux » (ADG) et deux de ses partenaires andins (les ONG ANDES -Asociación Andina de Desarrollo Sostenible Ancash et JDDP - Junta de Desarrollo Distrital de Pamparomás), convaincus que le changement passe par une valorisation des productions locales et par l'appropriation, par la population rurale, d'un processus de souveraineté alimentaire, mettent en œuvre, depuis 2008, au sein du programme "Terre Saine et Souveraine", un volet « Alimentation » visant à améliorer l'alimentation de 300 familles bénéficiaires directes à Carhuaz et à Pamparomás (nord du Pérou), en particulier des enfants.

Les actrices principales du changement sont les femmes, de par leur rôle dans l'éducation des enfants et dans la production agricole à petite échelle (jardin, volaille, etc.) et dans la préparation des aliments. Par groupes, elles apprennent à réaliser des jardins biologiques et à utiliser leur production pour la préparation des repas familiaux, par des approches

d'apprentissage horizontales où les rôles professeur/élève s'enchevêtrent, voire se confondent.

## Production de légumes par les femmes au sein de jardins biologiques

La stratégie est d'amener les familles bénéficiaires à produire localement des aliments équilibrés, sans trop d'intrants nuisibles pour la santé, de façon durable et reproductible. Pour ce faire, les familles, essentiellement les femmes, se forment au maraîchage en valorisant au maximum les ressources locales et en réduisant la dépendance vis-à-vis d'apports externes : préparation d'engrais organiques, lutte biologique préventive ou curative contre maladies et ravageurs, reproduction de semences, gestion de l'eau (un aspect particulièrement critique dans ces régions arides), etc. Les formations utilisent une méthodologie d'apprentissage horizontale, « de Campesino a Campesino », dont un des piliers est la redécouverte, la mise en évidence et la diffusion au sein de la communauté des connaissances des



agricultrices. Elle se base sur l'échange et sur l'expérimentation paysanne. Certes, ce changement d'approche est un processus lent et parfois source de difficultés pour les techniciens habitués à un apprentissage plus verticale mais il génère des résultats positifs et plus durables.

Toutefois, devant certains déficits en termes d'appui technique en agroécologie constatés durant la première année des projets, un renforcement est en cours car l'approche ne prétend pas trouver toutes les solutions techniques dans la communauté même.

L'accent est également mis sur l'intégration et la récupération, au sein des jardins, d'espèces locales qui présentent le double avantage d'une meilleure acceptation dans la culture culinaire et d'une conduite culturale plus aisée (notamment en termes de multiplication de semences, souvent possible par voie végétative). Les avancées à ce niveau sont limitées, mais la JDDP et l'association de femmes du village de *Pamparomás* viennent de mettre en place une pépinière de plantes natives dans le but de récupérer, de promouvoir et de diffuser ces plantes au sein de la communauté tout en fournissant une rentrée d'argent pour l'association de femmes en charge de la pépinière. Cette stratégie vise à la sauvegarde, non seulement de la biodiversité, mais également de la diversité de l'alimentation locale dans un contexte d'acculturation des habitudes alimentaires avec l'étranger et les villes côtières. Cette initiative est appuyée par une étude des plantes sylvestres de *Pamparomás*, à usage alimentaire ou médicinal, menée par deux étudiantes de l'Université Nationale de San Marcos (Lima).

## Consommation d'aliments locaux et équilibrés dans un environnement amélioré par la famille

Un des piliers de l'intervention est l'organisation d'ateliers communautaires par petits groupes constitués des bénéficiaires des jardins biologiques : essentiellement, des mères de familles, accompagnées de leurs enfants, mais également des promoteurs de santé et des autorités communautaires.

Ces ateliers abordent des thèmes tels que les différents groupes d'aliments, l'importance d'une alimentation équilibrée, l'hygiène du foyer, l'installation de cuisinières améliorées pour réduire les fumées, la consommation de bois et de l'allègement du travail de la femme...

Les méthodologies d'apprentissage sont adaptées à la formation d'adultes peu alphabétisés (jeux, dessins). Parmi celles-ci,

la « Déviance Positive » se base sur le principe qu'il existe dans chaque communauté certaines "Déviances Positives" ou "Mères-Guides". Les pratiques et les comportements alimentaires peu communs de ces femmes leur permettent de prévenir davantage la malnutrition infantile que leurs voisines alors qu'elles disposent des mêmes ressources et sont confrontées aux mêmes risques. A (re)découvrir ces pratiques, certaines solutions locales aux problèmes de malnutrition de la communauté sont mises en évidence et leur caractère local les rend plus facilement adoptables par les autres femmes et leur famille.

Une bonne partie de ces ateliers est dédiée à l'élaboration de recettes de cuisine, au départ des produits des jardins biologiques, suivie de la dégustation avec les enfants. ANDES travaille avec de petits groupes de femmes qui se sont rassemblées en fonction de leurs affinités alors que la JDDP privilégie les repas communaux à l'occasion d'activités particulières (assemblées, visites d'autorités...).

Un des objectifs est la découverte de nouvelles saveurs et l'apprentissage des combinaisons d'aliments afin de développer et d'équilibrer les recettes locales tout en mettant en valeur le savoir-faire culinaire traditionnel et les ingrédients locaux.

L'organisation des groupes de mères et des ateliers n'est pas toujours aisée, les projets étant confrontés au faible engagement ou intérêt de certaines participantes, à leur refus de contribuer ou de collaborer pour rassembler les ingrédients, voire au manque d'appui de certaines autorités locales.

ANDES a inclus, dans ses ateliers-cuisine, des jeux didactiques pour les enfants, ce qui a redoublé l'enthousiasme de ces derniers et facilité leur apprentissage d'habitudes d'hygiène telles que le lavage des mains préalablement au repas. Plusieurs mères rapportent que leurs enfants leur rappellent désormais la nécessité de l'opération à chaque fois qu'ils se mettent à table.

Dans certains villages, des mères plus motivées, ou le simple bouche-à-oreille, ont un effet de contagion qui permet une participation croissante. Des groupes de mamans ont décidé de poursuivre hebdomadairement la préparation, ensemble, d'une nouvelle recette équilibrée à partir des aliments produits dans leur jardin, dans leur parcelle agricole ou simplement dans la nature. Pour ces femmes, la combinaison d'ingrédients pour obtenir un repas équilibré devient une habitude. Des mesures comparatives poids/taille ont permis de détecter une première évolution positive du taux de malnutrition chez leurs enfants. Le travail de conscientisation doit, au contraire, être poursuivi avec d'autres groupes qui ont tendance à ne plus se réunir.

La diététicienne de la JDDP témoigne de l'amélioration de l'estime de soi des mères de famille lorsque sont valorisées leurs coutumes culinaires et leurs responsabilités dans l'agriculture et l'alimentation familiales, cela se répercutant positivement, non seulement sur leur engagement pour améliorer l'alimentation de leur famille, mais également sur leur participation et prise de parole au sein de la communauté où le machisme est monnaie courante.

## Vers un réseau « Alimentation saine et souveraine » porté par les femmes

En toile de fond, le travail avec les groupes communautaires, notamment les ateliers, a mené, petit à petit à l'émergence spontanée de promotrices en « Alimentation saine et souveraine » de par l'intérêt ou la curiosité pour le thème qu'ont démontrés certaines mamans. Un des objectifs est l'organisation, au niveau municipal par exemple, d'un réseau de promotrices en alimentation saine et souveraine qui, peu à peu, porte la thématique et intègre les espaces de concertation et de décision locaux. Le chemin est encore long, mais à Carhuaz, une table ronde « Alimentation saine et souveraine », incluant notamment une représentante de chaque groupe communautaire bénéficiaire du projet, a été créée. A Pamparomás, la municipalité a approuvé un plan d'alimentation saine dans le cadre de l'axe « Santé » du comité multisectoriel du district qui réunit l'ensemble des acteurs du développement local.

Cette expérience en cours doit encore mûrir. Mais elle met déjà en évidence que la valorisation des ressources alimentaires locales et le rôle actif des femmes, de la production à la consommation, a un impact, non seulement sur la nutrition, mais aussi sur l'engagement et la place des femmes au sein de la société. Elle démontre aussi le lien étroit qui existe entre agriculture et santé ainsi que la nécessité d'intégrer davantage les approches de genre, de production et de santé préventive (nutrition) dans les projets de développement.

### Eric Capoen,

Aide au Développement Gembloux asbl (ADG)  
Passage des déportés, 2  
5030 Gembloux Belgique  
Contact : info@ong-adg.be



# Un vrai agriculteur garde des semences

Nico Bakker et Feliz Zenén Martínez Mendoza



Photo: Nico Bakker

Environ 40 % des agriculteurs qui ont participé à des foires aux semences étaient des femmes

10

*Dans certaines régions du Mozambique, les foires aux semences sont devenues un outil important pour la souveraineté alimentaire. Elles constituent un espace d'échange de semences pour les petits exploitants agricoles de différentes régions. Elles sont aussi un moyen de valoriser et de renforcer les connaissances et la culture locale des agriculteurs, ainsi que leurs mouvements*

## Valorisation des systèmes de production alimentaire locaux

Au Mozambique, aussi bien les agriculteurs que les organisations paysannes sont conscients de la force de leurs systèmes locaux de production et de la capacité de ces derniers à participer à la réduction des risques. Au début de cette décennie, certains agriculteurs ont tenté d'améliorer leur revenu en participant à des « programmes d'aide aux petits exploitants » concernant le coton et le poivron : ils ont obtenu des variétés de semences et d'intrants chimiques auprès de vulgarisateurs de grandes sociétés qui ont ensuite acheté toutes les récoltes à la fin de la saison. Les agriculteurs étaient payés pour leur production, déduction faite du coût des intrants. Cependant, cette expérience en a endetté un bon nombre en raison du coût élevé des investissements, les rendant ainsi très vulnérables.

Par ailleurs, les spéculations locales telles que le manioc et la patate douce ainsi que les céréales comme le sorgho et le millet ont été petit à petit remplacées

dans l'alimentation des populations par des cultures qui ne sont pas produites localement (pomme de terre et blé).

Face à ces défis, l'Union des coopératives agricoles de Nampula (UGCAN) a organisé sa première foire aux semences en 2002 dans la province de Nampula, au nord-est du Mozambique. L'UGCAN avait pour objectifs de : 1) créer pour les familles d'exploitants agricoles une occasion d'échanger du matériel génétique adapté 2) promouvoir la diversité des semences utilisées par les agriculteurs ; 3) partager des expériences sur la production de variétés adaptées aux conditions locales ; et 4) rendre les agriculteurs conscients de l'importance du contrôle de leurs propres semences

Depuis lors, le nombre d'adhérents à l'UGCAN a atteint 2000 agriculteurs. Il a donc été décidé, en 2008, de remplacer l'unique foire centrale par cinq foires régionales simultanées, pour faciliter la participation des agriculteurs. En moyenne, 140 agriculteurs membres (dont 40 % de femmes) et au total 700 membres ont participé à chaque foire. Beaucoup d'autres personnes ont tiré profit des foires car les

agriculteurs non membres de la zone leur ont rendu visite et ont également ramené du matériel génétique pour leurs voisins. Presque tout le matériel (plus de 95 %) a été échangé à l'occasion des cinq foires.

## Plus de diversité grâce aux foires aux semences

Le matériel génétique est essentiel à tous les systèmes de production agricole et sa gestion détermine, dans une grande mesure, la souveraineté alimentaire d'une communauté donnée. En principe, toutes les familles d'exploitants agricoles du Mozambique conservent leurs semences parce que, selon leurs propres mots : « celui qui ne conserve pas des semences n'est pas vraiment un agriculteur ». La gestion des semences est, cependant, un processus dynamique. Il est normal que les agriculteurs échangent des semences avec leurs voisins et créent ainsi de petites différences dans les stocks de semences des exploitations agricoles voisines. Les foires aux semences leur donnent cette possibilité dans la mesure où ils peuvent procéder à des échanges avec des collègues plus éloignés.

C'est le cas à Nampula car les foires ont apporté plus de diversité au fil des ans. En 2008, chacune des foires régionales a exposé plus de 20 variétés différentes et les produits suivants ont été représentés :

**Céréales :** maïs, riz, millet, sorgho, *marupi* (type de graine d'amarante « sauvage »)

**Haricots :** doliques (*nhemba* et *ecute*), haricots mungo, féveroles à petits grains, *extrait* de noix de bambara, Haricot de Namara, pois d'Angole, haricots beurre

**Huiles :** d'arachide, de sésame, de sésame local, de cajou, de graines de ricin

**Tubercules :** manioc, patate douce et pomme de terre, igname et tubercule « sauvage »

**Légumes :** okra, tomate, ail, chou, piment du Chili, piment local, citrouille, concombre, oignon, deux autres types de légumes locaux

**Plantes médicinales :** Pomme de terre d'Afrique (*Uopaca kirkiana*), mûre indienne (*Morinda citrifolia*), *neem* et deux autres plantes médicinales locales (graines, feuilles et/ou racines)

**Fruit :** pastèque, banane, orange, citron, ananas

**Autre :** canne à sucre



Photo: Niro Bakker

Assis à l'ombre des arbres, des agriculteurs montrent une grande diversité de semences et du matériel génétique lors d'une des foires aux semences organisée à Nampula.

## Pourquoi les agriculteurs apprécient les foires aux semences

- En général, les agriculteurs **apprécient la diversité des produits disponibles** au niveau des foires, plus importante que dans les magasins ou chez les distributeurs locaux. A Nampula, les foires proposent manifestement de plus en plus de variétés au fil des ans. L'approvisionnement en arachides de « Virginie » et en manioc, de la variété résistante au virus de la marbrure, en est un exemple : au début, seuls les agriculteurs d'une région donnée apportaient ces produits, mais, depuis quelques années, ceux d'autres régions en apportent également.
- Les agriculteurs participants ne cherchent pas des variétés à « haut rendement » mais plutôt des **variétés qui augmentent la probabilité de rendement** (les cultures à cycle court, précoces ou résistantes aux parasites). Les cultures précoces trouvées dans les foires, telles que l'arachide, le maïs, les haricots, le sorgho, le manioc et le millet, suscitent l'intérêt des agriculteurs. Ces produits permettent de réduire la durée d'attente de quatre mois nécessaire pour la maturation des cultures principales au début de la saison des pluies, et de réduire les périodes de soudure. La résistance aux maladies et aux parasites est un autre facteur important, par exemple, une variété de manioc plus résistante au virus de la marbrure et certaines variétés de millet et de sorgho dotées de tiges longues et flexibles qui empêchent les oiseaux de les atteindre.
- Les agriculteurs tiennent aussi aux qualités culinaires comme un temps de cuisson plus court et un goût sucré, comme pour certaines variétés de manioc.
- Les foires offrent l'occasion de **retrouver les variétés « perdues »**. Les variétés deviennent perdues du fait de leur faible production qui pousse la famille à manger ou à vendre les réserves qu'elle en avait faites. Au Mozambique, c'est souvent le cas pour le maïs et l'arachide puisque tous deux sont des cultures commerciales et vivrières relativement faciles à commercialiser en période de crise. *Marupi*, une céréale sauvage traditionnellement utilisée dans le porridge, constitue un autre exemple. Elle est présente aux foires pour la simple raison qu'elle ne se reproduit plus facilement de manière naturelle.
- Les agriculteurs sont curieux, cherchent à innover et sont donc impatients de **connaître de nouvelles variétés**, comme l'a montré Mme Leite (*voir histoire ci-dessus*) lorsqu'elle a obtenu un type de canne à sucre qu'elle n'avait jamais vu auparavant.
- Les agriculteurs apprécient **l'accès facile aux semences**. Lors des foires organisées à Nampula, les semences sont échangées ou vendues à un prix symbolique.
- Les foires aux semences permettent aux agriculteurs de chercher activement et de **partager des connaissances sur les semences**.
- Enfin, les agriculteurs apprécient d'avoir **un espace qui leur est propre**.

A l'occasion d'une foire, les participants ont identifié trois variétés de maïs, d'arachide, de manioc, de sorgho et de riz, ainsi que deux variétés de fève et de noix de bamba, de canne à sucre, de potiron, de patate douce et de millet.

### Trois agricultrices parlent des échanges qu'elles ont pu faire à l'occasion de ces foires

*Ana Leite de Murrupula a participé pour la première fois à la foire. Elle y a obtenu une variété de manioc à peau claire, pas amère et qui peut se manger crue, ce qui en a fait un produit très recherché à la foire. Ana Leite a ramené chez elle des semences de maïs et une bouture d'une espèce de canne à sucre qu'elle n'avait jamais vue auparavant ; elle a également été informée sur son mode de culture. Pour Ana, les foires présentent une diversité de produits et offrent une occasion de découvrir de nouvelles variétés.*

*Margarita Amisse de Natikiri en est à sa troisième participation. Elle a apporté de l'arachide au marché et a ramené du sésame, des doliques et du riz. Elle a également acheté des semences de maïs pour un voisin. Selon Margarita, les foires ont permis de proposer des semences moins chères que dans les magasins et beaucoup plus de variétés.*

*Adelaide Mesquita de M'puto en est à sa quatrième participation. Elle a apporté la variété d'arachide de Virginie à croissance rapide et est repartie avec des semences de pomme cajou et de noix de bamba. La variété de pomme cajou qu'elle s'est procurée est connue pour sa croissance rapide et pour ses noix plus grosses. La variété de noix de bamba qu'elle a acquise mûrit rapidement (en deux mois au lieu de trois). Ce qui l'attire dans les foires, c'est la diversité des produits et la possibilité de se procurer des semences rares lorsque la production est faible. A la fin des foires, les agriculteurs de la région, non membres, viennent se procurer également des semences – ce qui, dit-elle, peut attirer de nouveaux membres vers les organisations paysannes.*

En plus des aspects liés à l'agriculture, les foires aux semences permettent d'apprécier et d'enrichir les connaissances des agriculteurs. Elles leur donnent également un moyen pour mobiliser des membres, de renforcer l'auto-organisation, d'accroître la visibilité, et de montrer une approche novatrice pour les organisations locales créées pour attirer le financement des donateurs. ■

## Comment organiser une foire aux semences

1. Organiser régulièrement les foires en évitant la période chargée de la saison de croissance. Les foires de Nampula ont lieu chaque année, trois mois environ avant la saison des pluies.
2. Commencer par une foire centrale pour ensuite multiplier les foires régionales et favoriser ainsi une plus grande participation.
3. Responsabiliser les régions dans l'organisation de leurs propres foires afin de permettre aux agriculteurs leaders d'avoir de l'expérience en la matière. Concernant Nampula, les représentants des différentes régions et un comité d'organisation composé des responsables de chaque région ont été choisis.
4. Lorsque les manifestations sont organisées simultanément comme l'a fait l'UGCAN, maintenir la logistique à un niveau raisonnable. Les cinq foires aux semences accueillent des membres dans un rayon de 180 km autour des sièges de l'UGCAN, dans la ville de Nampula.
5. Déplacer tous les ans le site des foires au niveau des régions.
6. Préciser clairement sur les invitations que la représentation des régions devra se faire sur une base égalitaire quant au nombre d'hommes et de femmes.
7. Expliquer également sur les invitations que la diversité et une bonne quantité de semences sont aussi importantes que l'information sur les semences (p.ex. le moment des semis, les types de sol préférés, les besoins en eau, etc.)
8. Ajouter une touche de culture locale : pour les foires de Nampula, les autorités locales et un groupe de batteurs et de danseurs ont été invités. Les membres de l'UGCAN devaient aussi composer des chansons ou présenter une pièce théâtrale qui met l'accent sur l'importance des semences.
9. Donner de l'argent aux comités d'organisation qu'ils pourront également utiliser pour le repas des participants et invités. A la fin de la foire, un détail des coûts devrait être présenté aux participants.
10. Veiller à ce que les semences soient échangées ou vendues à un prix symbolique pour les rendre accessibles aux agriculteurs.
11. Rester à l'écart des sociétés commerciales de semences (les autorités proposent d'inviter des représentants de sociétés commerciales de semences, qui, bien entendu, réfutent totalement l'idée des foires)
12. A la fin de la foire, décerner des prix aux régions qui ont essayé d'obtenir le plus de semences, compte tenu de la diversité et de la quantité.
13. Ensuite, évaluer les foires pour estimer les éventuelles adaptations possibles pour l'année suivante.

**Nico Bakker**, Ancien Conseiller auprès de l'UGCAN, Oxfam Solidarité Belgique.  
Contact : nico.b@antenna.nl

**Feliz Zenén Martínez Mendoza**, Ancien Conseiller auprès de l'ANAP (Association nationale des petits Exploitants agricoles) à Cuba, et spécialiste en matière d'Education populaire et d'Agriculture durable. A travaillé pendant un an à Nampula pour aider à installer le réseau inter-agriculteurs.  
Contact : zenen3016@gmail.com

# Lutte contre l'insécurité alimentaire : les femmes de Ndoff relèvent le défi

Famara Diédhiou, Assane Gueye, Nalla Mbaye

*A Ndoff, dans le bassin arachidier du Sénégal, la collaboration multi-acteurs, entre l'Union des Groupements de Ndoff, composée en majorité de femmes, et GREEN et le CNRA, organisations actives dans le conseil agricole et la recherche, a permis de lutter efficacement contre le manque de semences adaptées à cette région et contre la salinisation des sols.*

Ndoff est un village situé dans la communauté rurale de Loul Sèssène dans le bassin arachidier du Sénégal, région de Fatick. Dans ce village, comme dans beaucoup d'autres villages de la zone, la riziculture, activité essentiellement féminine et venant en complément à la culture de rente dont elle pallie les fluctuations, avait quasiment disparu du fait de la forte salinisation des terres. En effet, avec la remontée de la langue salée, les terres étaient devenues impropres à la riziculture du fait de l'inadaptation des nouvelles variétés aux sols salés et de la sous-utilisation des variétés traditionnelles de riz. Cette situation avait entraîné une réduction drastique de la production de riz, engendrant une dépendance alimentaire permanente pour les populations dont il est l'aliment de base.

Pour lutter contre le mal, l'Union des Groupements de Ndoff (UGN), composée en majorité de femmes, s'est décidée à inverser la tendance.

## La mobilisation des femmes

Pour l'UGN, il s'agissait, d'une part, de lutter contre le manque de semences adaptées à la zone et, d'autre part, de combattre la salinisation des terres. Leur stratégie a consisté à mobiliser à la fois les populations et les chercheurs dans un processus de collecte des variétés traditionnelles de riz, d'aménagements et de recherche participative avec l'appui de l'ONG Groupe de Recherche et d'Etudes Environnementales (GREEN) - Sénégal.

L'Union des Groupements de Ndoff s'est chargée, en collaboration avec GREEN, de mobiliser les communautés autour de la reconstitution du capital semencier traditionnel. Elle a procédé à l'identification des groupements de femmes et des groupes de producteurs. Des enquêtes/



Photo: AGRECOL

Un échantillon d'une semence traditionnelle maîtrisée

diagnostics ont été conduits par le Centre National de Recherche Agricole (CNRA), et GREEN auprès des populations pour identifier les pratiques culturelles traditionnelles de la vallée, les périodes et comportements des cultures, les variétés utilisées, la tenure foncière, les causes éventuelles de la dégradation des sols, etc.

L'étude a été faite par le biais d'outils de recherche participatifs (focus groupes et interviews semi-structurées de personnes-ressources, restitutions, etc.). Elle a

confirmé que les femmes étaient les actrices-clés de la riziculture dans la zone, et donc, le développement des stratégies de relance a été conduit avec elles. L'UGN, en partenariat avec GREEN et le CNRA a organisé des ateliers villageois de sensibilisation auprès de ses groupements membres pour expliquer les objectifs du projet, la nécessité pour tous les détenteurs/trices de semences locales de se rapprocher du projet et les finalités qui sont de contribuer à la souveraineté alimentaire dans la zone.

## Le bassin arachidier du Sénégal

Le bassin arachidier du Sénégal est la zone de culture de l'arachide. Elle est caractérisée par une moyenne pluviométrique annuelle variant entre 400 et 800mm et couvre les régions centres du Sénégal : Kaolack, Fatick et une partie de Thiès. On y rencontre, en majorité, des sols ferrugineux tropicaux

lessivés (dior), quelques sols ferrugineux tropicaux non lessivés (deck) et des sols ferrugineux tropicaux peu lessivés (deck-dior). Par ailleurs, dans les bas-fonds qui sont les reliques ou affluents du fleuve Sine, on a également des tannes au bord desquels se pratique la riziculture.



Photo:

Femmes de Ndoff démontrant le labour en travail communautaire

14

Ainsi, un mécanisme de collecte des variétés traditionnelles a été mis en place avec l'instauration de points de collecte. Le point de collecte est géré par une femme du groupement concerné qui a participé à la formation sur les techniques de caractérisation de variétés de semences. Les collectes effectuées par chaque groupement sont ensuite centralisées au niveau du comité de gestion de l'UGN. Dans le classement des quantités et qualités collectées par les groupements, le comité de gestion a recensé 13 variétés locales.

### Des terres arables pour assurer l'auto suffisance alimentaire

La collaboration avec le conseil agricole et la recherche, respectivement GREEN et le CNRA, a permis de définir les aménagements hydro-agricoles nécessaires et le dispositif de recherche participative. Ainsi, des études participatives sont menées avec les populations pour trouver le site le plus adapté à la construction de la digue anti-sel. Les populations, les femmes productrices en particulier, ont indiqué et relaté le comportement des eaux en périodes pluvieuses, les zones inondées, les affluents et défluent de la vallée, etc. Ces indications ont également été confirmées par les levées topographiques de la recherche

Après la réalisation de la digue et 2 ans d'expérimentation, trois (3) zones de culture ont été identifiées et délimitées. Ces différentes zones se situent en immersion, sur le plateau et en zone intermédiaire. Un lotissement agraire de 60 parcelles de 20X20 et 30X30 a été réalisé. Du fait de la lourdeur des travaux au niveau de la zone d'immersion, les parcelles attribuées dans cet espace étaient plus petites.

Les parcelles ont été affectées aux femmes de façon consensuelle : l'espace est considéré comme étant communautaire par le truchement du conseil rural et les parcelles sont affectées au prorata des groupements membres de l'UGN. Le mode d'exploitation des parcelles est laissé à l'appréciation de l'organisation interne du groupement bénéficiaire. Sur les 60 parcelles affectées à autant d'exploitantes, le CNRA a procédé au test des différentes variétés collectées. Durant la même période, il a enseigné à quelques exploitantes pilotes les itinéraires techniques pour la culture du riz selon qu'elle se fait en semis direct, en culture sur billon ou en culture en ligne. Le compost est utilisé pour fertiliser les sols ; des matériaux locaux pour le labour et le désherbage (houe sine, charrue à un seul soc, goby).

Le processus a démarré en 2002 et, à partir de 2006, les itinéraires techniques de 11 variétés de riz traditionnelles sont maîtrisés par les bénéficiaires. Un système de crédit semencier est alors mis en place et géré par l'union des groupements de femmes sur un système de crédit revolving en nature : la quantité de semence octroyée est doublée au remboursement, après récolte. Grâce à ses récoltes, l'autosuffisance est assurée neuf mois sur douze alors que la période de soudure dépassait 7 mois dans l'année. Cela a eu un impact direct sur le flux migratoire. En effet, une frange de la population qui migrait dès la fin de la saison pluvieuse a commencé à se stabiliser. Du point de vue écologique, en amont de la digue, une vingtaine d'hectares de terre a été désalinisée ce qui a augmenté les terres cultivées et permis une restauration de la faune et de la flore.

### Conclusion

Outre quelques réticences au départ, deux difficultés majeures sont apparues au cours de la réalisation de l'expérience.

La divagation du bétail a beaucoup ralenti les activités du fait de la peur des gens à exploiter certaines zones facilement accessibles pour les animaux et difficilement contrôlables par la communauté.

L'affaissement de la digue anti-sel en cours de campagne a aussi représenté une autre contrainte. Un jour, il y a eu une forte pluie tard dans la nuit et, le gérant des vannes de régulation n'étant pas présent, la pression des eaux a fait céder la digue, mettant en péril une bonne partie des cultures. Les populations ont rempli des sacs de sables pour colmater la digue.

Au cours de cette expérience, l'approche multi-acteurs matérialisée par la démarche très participative s'est révélée comme l'épine dorsale de la réussite. Le croisement des savoirs scientifiques et empiriques, très dur au début, a finalement donné des conclusions très positives aussi bien sur le plan social (relation avec les autres villages), qu'économique (réduction de la période de soudure et augmentation des productions) et environnemental (restauration de la biodiversité). ■

#### Famara DIEDHIU,

Chargé de programmes à AGRECOL Afrique,  
Contact : dfamara@hotmail.com

#### Assane GUEYE,

Assistant de programmes à AGRECOL Afrique,  
Contact : lazuper@hotmail.com

#### Nalla MBAYE,

Enseignant chercheur, département  
Biologie Végétale, UCAD,  
Contact : nmbaye@ucad.sn

#### Référence

Programme PROFES, Rapport de caractérisation de l'innovation « réintroduction des variétés traditionnelles de riz », 13 pages, 2007, Thiès, Sénégal

Pour plus d'information, vous pouvez contacter :  
AGRECOL Afrique, BP 347 Thiès, Sénégal  
Contact : agrecol@orange.sn

# L'approche genre, une valeur ajoutée pour la souveraineté alimentaire ?

Marie Monimart, Rosaline Dacko-Maïga

A Zégouesso, petit village de la zone cotonnière du sud du Mali, l'inclusion sociale est en marche. L'appui intelligent de l'ONG suisse Intercoopération, respectueuse des réalités locales, y a beaucoup contribué. Les femmes de Zégouesso ont maintenant une voix dans l'arène publique, dans le comité de gestion du bas-fond, etc.

Le lien entre la sécurisation foncière, l'équité homme-femme et la réussite de la décentralisation est une préoccupation - peut-être insolite - du programme Réussir la Décentralisation (RLD) de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Des recherches conduites au Niger et au Mali en 2006 et 2007<sup>1</sup> ont fait ressortir des tendances lourdes quant à l'exclusion des femmes - et des jeunes - du système de production dominant. La pression foncière croissante, les sécheresses rapprochées, la monétarisation de la terre, la paupérisation des petites exploitations familiales, la crise du coton, conduisent à l'éviction des plus faibles, notamment dans le cas des périmètres irrigués. A Jiratawa, au sud Niger, on en est à la seconde génération de femmes qui ne cultivent plus, qui ne savent même plus semer... En l'absence d'alternatives non agricoles fiables, les jeunes ruraux sahéliens - femmes et hommes - viennent inexorablement grossir les rangs des sans-terre, des sans-emploi, des sans-espoir.

Mais, à Zégouesso, petit village de la zone cotonnière du sud Mali, on entend un air différent : une petite révolution tranquille, accompagnée avec intelligence et respect par une ONG suisse - Intercoopération (IC). Le petit village a embarqué ses habitants sur la route pavée d'embûches de l'inclusion sociale. Curieux, nous avons essayé de savoir pourquoi et comment l'attention portée aux relations de pouvoir entre les hommes et les femmes a permis de mieux comprendre les mécanismes de décision pour la production agricole



Photo : Marie Monimart

La chefferie du village de Zégouesso

et à sécuriser la souveraineté alimentaire des ménages.

## Un petit village en zone cotonnière

Situé à une vingtaine de kilomètres de Koutiala, dans la région de Sikasso, en pleine zone cotonnière, Zégouesso est un petit village *minianka* de 600 habitants qui portent tous le patronyme de l'ancêtre fondateur - Dembélé. Les trois grands clans qui le composent sont régents chacun par un vieux chef - le *gwa ba*. Les femmes

ont un accès très restreint à la terre: quasiment nul pour les jeunes filles et jeunes femmes. Il est autorisé tardivement par le chef, au mariage du premier fils - l'arrivée de la belle fille permettant de libérer la mère des travaux sur le grand champ familial ainsi que de la cuisine. Comme des centaines d'autres villages de la zone, la petite communauté de Zégouesso vit essentiellement d'agriculture pluviale : culture du coton - avec 47 Unités de production Agricole (UPA) encadrées par la CMDT - , cultures vivrières, un peu de riziculture dans un bas-fonds traditionnel, élevage.

De forte tradition animiste, le modèle sociétal *minianka* avait jusqu'ici réussi à assurer la sécurité sociale et alimentaire de tous les membres de la famille, mais l'horizon s'est considérablement assombri ces dernières années :

- la crise du coton a vu s'effondrer les prix de vente, s'emballer les coûts des intrants, baisser les rendements,
- les sécheresses répétées ont affecté la production de riz dans le bas-fond traditionnel tout comme celle des cultures vivrières,
- la compétition pour l'eau du bas-fond s'est accrue avec les éleveurs transhumants, et les conflits menacent,
- les arbres les plus appréciés (dont le néré et le karité) sont frappés par le



1. Cf. «Femmes sans terre, femmes sans repères ?» / «Landless women, hopeless women?» Haramata, I.P n° 143 et site web de iied : [www.iied.org](http://www.iied.org)



Photo : Marie Monimat

Groupes de femmes

vieillesse, la surexploitation ou la coupe, affectant tout particulièrement les femmes,

- l'espace est saturé : il n'y a plus de brousse, plus de jachère, plus de bois sacrés dans le village, les jeunes commencent à migrer.

L'ONG IC qui conduit, depuis plus d'une dizaine d'années, un programme d'aménagements de bas-fonds dans la région et le village de Zégouesso a été retenu dans le cadre de ce programme. IC est respectueuse des lois et des traditions coutumières. Elle travaille avec des agents issus du milieu, et mène des études préalables approfondies et participatives, tant techniques que sociologiques. Deux activités principales ont été retenues pour Zégouesso :

- aménagement du bas-fond pour la riziculture irriguée et le maraîchage, avec création d'une mare réservée à l'abreuvement du bétail,
- appui à l'établissement d'une convention locale (*Oussiguignon*) en vue de protéger les ressources ligneuses (dont les nérés et les karités), qui implique 10 villages - dont Zégouesso - 3 communes, et les principaux acteurs locaux.

### Le choix d'IC d'être sensible au genre

Aveugle ou sensible au genre ? Deux attitudes étaient alors possibles pour l'ONG :

1. aveugle au genre : plus facile, plus rapide, moins cher à court terme, ne touchant pas à la traditionnelle division des tâches et des rôles, « politiquement correct » par rapport aux attitudes des autres intervenants dans la zone.
2. sensible au genre : volonté d'inclusion, d'assurer un partage équitable des bé-

néfices et des avancées pour l'ensemble de la communauté. Cependant, des difficultés à attendre dans un milieu où les femmes sont exclues de la gestion de la terre et des affaires communes.

Les femmes souhaitaient un accès aux nouvelles parcelles rizicoles du bas-fond : l'insécurité alimentaire devenait de plus en plus difficile à maîtriser avec la crise du coton. Aussi, le déboisement constituait-elle une menace pour elles : en l'absence de lopins individuels, les arbres deviennent une importante source de revenus, de nourriture (*soumbala*, condiment réputé, beurre de charité) de savoir-faire, de statut... Enfin, un grand groupement de femmes (*Oubé*) existait, représentatif des femmes de chaque famille, mais surtout orienté sur les événements sociaux.

En vue de faire accepter en douceur la démarche inclusive, IC a utilisé un point d'entrée incontestable : une convention locale pour protéger les arbres. Le rôle que les femmes ont à jouer dans cette convention est évident. C'est pour cette raison que le groupement féminin participe à toutes les réunions, y compris celles qui concernent l'aménagement du bas-fond. Les femmes bénéficient aussi des diverses formations - techniques et organisationnelles - ce qui favorise le renforcement des capacités de leur groupement. Une femme leader sera même alphabétisée - une première - et, pour ce faire, IC a accepté qu'elle soit accompagnée par un homme de sa famille, condition *sine qua non* à sa participation.

### La révolution tranquille se met en marche ...

Le premier barrage est construit, et la première attribution de parcelles a lieu. Les 47 hommes chefs d'UPA sont bénéficiaires d'une parcelle de 0.3 ha chacun. C'est alors

que le groupement féminin *Oubé* soumet une première demande d'attribution de parcelles rizicoles. Du jamais vu ! Après négociations, *Oubé* décroche l'autorisation d'une attribution test de 3 parcelles à 3 femmes (une par *gwa ba*) : un interdit majeur est ébranlé ! Elles font taire ceux qui clament que les femmes ne sont pas capables de pratiquer la riziculture en offrant publiquement leur premier riz au chef de village pour aider la communauté.

Deux ans plus tard, le second barrage est réalisé et la seconde allocation de parcelles se prépare. 74 femmes de *Oubé* obtiennent une parcelle de 0.3 ha et 47 hommes ont une seconde parcelle de 0.3 ha : c'est la parité en termes de surfaces ! Le contrôle du riz des femmes varie selon les ménages : certaines remettent l'entièreté de leur récolte à leur mari, d'autres une part - variable - et quelques-unes contrôlent totalement leur production. Sagement, IC se garde de s'immiscer dans les négociations menées au sein des ménages. Pour les femmes, l'important est d'avoir gagné, pour la première fois, l'accès à des parcelles très convoitées : le contrôle du riz produit est une issue secondaire, et il s'inscrit dans des stratégies individuelles de négociation.

### Les changements s'enchaînent

Au vu des difficultés croissantes rencontrées par les femmes pour assurer leurs « petits besoins », les hommes décident de modifier le partage traditionnel des produits du néré en faveur des femmes : à elles, les gousses, convoitées, pour la fabrication du *soumbala* ; eux se contenteront de la poudre jaune pour leurs animaux. De plus, les femmes sont à présent libres d'organiser la récolte du karité entre elles.

La création de nouvelles organisations payannes mixtes hommes et femmes telles





Photo : Marie Monimart

Riz du bas-fond

que le comité de gestion du bas-fond, les équipes techniques rizicoles et maraichères, la convention locale *Oussiguignon* changent la donne. Même si les femmes ne représentent que 25% du comité de gestion, elles ont un accès à l'arène publique : elles font – respectueusement – entendre leur voix et celle-ci est entendue. Et 25% est un bon score pour constituer une masse critique. Le groupement féminin continue à grandir, son poids augmente, sous la houlette des femmes âgées, très respectées de toute la communauté. Le chef de village soutient avec bienveillance les changements dans les relations de genre pour promouvoir la concorde sociale et les avancées de sa communauté.

De son côté, l'ONG a apporté un soutien discret et patient, dûment informé, durant sa décennie d'appui dans la zone. Surtout, elle a fait confiance aux stratégies de femmes analphabètes et n'a jamais avancé a priori des concepts étrangers d'égalité de genre.

L'objectif de souveraineté alimentaire était au cœur des préoccupations : la crise du coton a conduit à un endettement massif et à la vente des céréales, voire de matériel agricole pour assurer les remboursements. Ainsi, le riz produit et/ou contrôlé par les femmes vient renforcer le filet de sécurité alimentaire des familles cotonnières en difficulté.

### Prise de risques

L'ONG - et les femmes - ont su prendre des risques, et, en premier lieu, celui du «faire semblant»: les hommes pouvaient prétendre adhérer à la démarche inclusive pour satisfaire l'ONG en vue d'assurer la réhabilitation du bas-fond, mais le retour de bâton est toujours possible. L'accès des femmes aux parcelles a été concédé à contre cœur : seulement à travers le groupement féminin, sans aucune garantie de droits individuels (comme celui de transmettre la parcelle à leurs filles) ; plus tard, lorsque les femmes ont formulé une autre demande de parcelles, les hommes leur ont opposé un

refus brutal : « *Les terres n'appartiennent pas à la femme. Quand vous arrivez, vous venez avec des trousseaux, pas avec de la terre!* ». Enfin, il peut y avoir des abus dans l'utilisation de la production rizicole des femmes. Par ailleurs, le leadership féminin a un coût souvent très élevé pour la femme promue : charge de travail accrue, maris jaloux et méfiants, attitude critique des autres femmes et perception méfiante des hommes. Mais, au final, le jeu en valait la chandelle!

### Et si le choix avait été de ne pas se soucier des questions de genre?

Ici, il faut être clair: il n'y a pas d'approche neutre ; les relations de genre auraient de toutes manières été affectées par l'intervention, mais négativement. D'abord, parce que le renforcement de capacités n'aurait concerné que les hommes : acquisition de savoirs techniques (riziculture), formations, voyages, organisation, revenus (contrôle du riz). Ceci aurait entraîné un creusement des écarts entre des femmes encore plus « ignorantes » et des hommes toujours plus « capables ». Enfin, il n'y aurait pas eu l'ouverture de nouveaux espaces de négociation pour les décisions en matière de souveraineté alimentaire, dans la famille et dans la communauté. Les femmes de Zégouesso ont maintenant une voix dans l'arène publique locale, dans le comité de gestion du bas-fond, dans la convention *Oussiguignon*, dans les réunions villageoises, etc.. C'est un premier pas, déterminant, puisque la décentralisation n'a pas encore réussi à ouvrir aux femmes les espaces de décision locaux.

### Et l'apport de la recherche conduite en partenariat entre IC et IIED ?

IC a trouvé intéressant de croiser les regards avec des expertises externes qui s'intéressent à la problématique genre et accès à la terre dans la sous-région. Le focus sur

le processus, le recueil des perceptions et les analyses des divers acteurs hommes et femmes qui ont eu à expliquer leur histoire à des étrangères ont favorisé la production de savoir, y compris pour les agents locaux. La recherche externe accroît la crédibilité et ouvre à une audience plus large, au niveau national, dans la sous-région et à l'international (avec les publications, les sites web, les ateliers...). La ruée vers les terres irriguées, que l'on observe même dans les zones les plus humides des pays sahéliens, laisse peu de chances aux femmes. Zégouesso nous a beaucoup appris.

### Quelques leçons

Les études d'autres situations en Afrique de l'Ouest tendent à montrer que l'éviction des femmes de la production agricole conduit à une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté pour les femmes et pour la famille. Pour la majorité des femmes rurales, il n'y a pas d'alternatives fiables à la production agricole qui garantit nourriture, revenus, statut social, savoir... et la clef de la production est l'accès à la terre et aux ressources qu'elle porte. Mais cet accès est menacé, en quantité et en qualité : parcelles dérisoires et pauvres, prêts aléatoires, voire exclusion totale. Quel avenir pour l'agriculture familiale si les femmes et les jeunes en sont exclus ? Les sociétés rurales ne sont plus en mesure d'assurer équitablement, comme naguère, la sécurité alimentaire et sociale de tous les membres de la famille : il faut s'adapter, changer les règles d'un jeu qui ne peut plus fonctionner comme avant. Zégouesso, ébranlé par la crise du coton, commence à comprendre que les enjeux vont bien au-delà de l'aménagement du bas-fond, et passe aux actes. ■

**Marie Monimart**, associée internationale IIED,  
Contact : mariemonimart@orange.fr

**Rosaline Dacko-Maïga**, Intercooperation, Mali.



# Femmes et accès à la terre au Rwanda post-conflit

Marian Koster

*Les foyers ayant des femmes à leur tête font souvent face à certaines inégalités pour accéder aux ressources et réaliser des activités génératrices de revenu. Les conflits rendent les femmes encore plus pauvres. Ils représentent cependant une opportunité de changement permettant de modifier les clichés liés au genre et de renégocier les rôles et identités de genre.*

18

Le Rwanda est l'un des pays les plus peuplés et les plus pauvres d'Afrique, avec un PNB par tête d'habitant de 230 \$ US. En 2001, 60 % de la population totale (c'est-à-dire 5,4 millions de Rwandais) vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Une période agitée de crise économique, de guerre civile, d'émigration de masse et de transition politique, qui a affecté tous les Rwandais, a précédé le génocide de 1994. La plupart des ressources essentielles du pays ont été détruites et la méfiance continue d'avoir des effets néfastes sur la solidarité et la cohésion nationales.

Dans ce pays où la terre constitue la ressource principale, la superficie des exploitations agricoles s'est considérablement réduite au cours des années passant de 1,6 hectare en 1983 à 0,72 hectare aujourd'hui. Au Rwanda, les femmes jouent un rôle important dans la production agricole et l'approvisionnement en produits vivriers. Le pourcentage des foyers ayant une femme à leur tête a augmenté, passant de 25%, en 1991, à 34%, en 1996, du fait de la mortalité masculine pendant la guerre, du VIH Sida, des mouvements migratoires de masse et de l'emprisonnement des « génocidaires » présumés.

Après le génocide, le gouvernement rwandais a mis en place un ministère chargé du Genre et des Affaires sociales. Le Code matrimonial révisé de 1999 a supprimé nombre des restrictions qui bloquaient l'accès au travail et à la propriété des femmes. Ces nouvelles lois et politiques ont-elles renforcé l'accès des femmes à la terre et à la souveraineté alimentaire ?

Le cas du Rwanda montre que les évolutions historiques, les droits coutumiers et les nouvelles opportunités ont une influence sur les positions des femmes.



Photo: Shared Interest

L'accès sécurisé à la terre s'est traduit par la possibilité de choisir des spéculations à cultiver par les femmes (pour nourrir la famille et pour vendre)

En 1990, la guerre a commencé par l'invasion du pays par le Front Patriotique Rwandais (FPR) dirigé par les Tutsi qui tentaient de renverser le régime Hutu depuis leur base en Ouganda. De nombreuses personnes ont été déplacées et contraintes de vivre dans des camps au nord de Kigali. Des réfugiés Tutsi se sont enfuis en Ouganda où ils ont rejoint des milliers d'autres qui avaient été en exil depuis les années 1950 et 1960 par crainte

des conflits ethniques. Les terres que les réfugiés ont ainsi abandonnées se sont retrouvées entre les mains de ceux qui étaient restés, principalement des Hutu. Après le génocide de 1994, le FPR a pris le contrôle du pays et des centaines de milliers de Hutu ont fui, alors que quelques 800.000 Tutsi sont revenus.

Le gouvernement a tenté de les installer dans la partie orientale du pays. Les rapatriés pouvaient s'installer sur des

## Conflits à propos de droits fonciers

Constance est née au Rwanda. Son père Tutsi détenait beaucoup de terres dans la partie orientale du pays. La famille s'est enfuie en Ouganda quand les combats ont éclaté en 1990. Ils sont tous rentrés au pays en 1994, suite à la prise du pouvoir par le Front Patriotique Rwandais. Ils ont trouvé intacts terres et biens puisque la famille qui en avait pris possession en leur absence s'est enfuie par peur des représailles du FPR et des nombreux Tutsi rentrés de leur long exil. Constance, veuve ayant en charge plusieurs enfants à l'époque, est aussi rentrée au Rwanda où elle a succédé à son père à la tête de l'exploitation. Mais, en 1996, les autorités locales l'ont obligée à partager ses terres avec une famille qui n'en disposait pas et

qui s'était récemment installée dans le village. Faute de main d'œuvre pour cultiver ses terres, Constance a dû se résoudre à en louer. Elle a planté des bananes, des haricots, des pommes de terre, du manioc et du maïs. Elle a une vache et un veau et tout le monde connaît la bonne agricultrice innovatrice qu'elle est. Le choix des autorités locales s'est souvent porté sur elle pour participer à des ateliers sur l'agriculture. Cependant, lorsqu'un de ses enfants est tombé gravement malade et a nécessité un traitement médical onéreux, Constance s'est trouvée dans l'incapacité de payer ses ouvriers agricoles, ce qui l'a contrainte à vendre une partie de ses terres.

terres temporairement inoccupées que les Hutu ont abandonnées en 1994, ou alors sur des terres dont les propriétaires avaient perdu la vie au cours des événements de la décennie 1990. Des problèmes se sont posés à l'arrivée d'une seconde vague de réfugiés rentrés en masse en 1996 suite à la fermeture de l'un des camps en République Démocratique du Congo. La réaction initiale du gouvernement, consistant à permettre à la première vague de rapatriés de s'installer sur des terres laissées vacantes, n'était pas compatible avec l'Accord de Paix d'Arusha datant de 1993. Il est stipulé dans ce document qu'aucun réfugié ayant passé plus de 10 ans hors du Rwanda ne peut prétendre à la terre. Aux termes de cet accord, les premiers réfugiés rapatriés étaient, tout au plus, provisoirement autorisés à cultiver la terre. Dans la *National Habitat Policy* (Politique d'habitat nationale) introduite en 1996, les propriétaires étaient tenus de partager leur propriété foncière avec les rapatriés de la première et de la deuxième vague qui n'en avaient pas. C'est dans le cadre de cette politique que Constance a perdu la moitié de ses terres.

Alors que Constance a surtout ressenti les effets négatifs de cette politique de partage des terres, beaucoup de foyers sans terre, y compris ceux qui avaient une femme à leur tête, en ont tiré profit. Toutefois,

### Mode d'occupation des femmes

Espérance vit loin de sa famille. Elle vient de divorcer et vit avec ses enfants dans une petite maison que la mosquée lui a fournie. Elle n'a pas de terre à cultiver mais elle essaie de faire pousser un peu de maïs et de haricots dans le petit jardin derrière la maison. Elle vend ses produits au marché. Avec ses gains, elle achète du manioc et des patates douces, qui coûtent beaucoup moins cher, pour nourrir sa famille. Espérance travaille aussi mais il lui est difficile de combiner ce travail avec l'éducation de ses jeunes enfants.

les veuves, et tout particulièrement les veuves Tutsi, étaient de loin privilégiées par rapport aux femmes Hutu.

Au Rwanda, les systèmes coutumiers ne permettent qu'aux hommes d'avoir accès à la terre, et cette dernière est divisée entre les héritiers seulement. Traditionnellement, les femmes peuvent prétendre à la terre par le biais de quelques moyens limités. Une veuve n'ayant ni garçons ni parents en vie, alliés de son défunt mari, peut hériter de la terre. Une femme peut aussi recevoir de la terre, en guise de cadeau, de la part de son père. Par exemple, il arrive que l'on offre de la terre aux femmes mariées, aux jeunes mariés ou à la naissance d'un enfant. Dans les deux cas, la terre ainsi reçue reste la propriété exclusive de la femme et ses garçons en héritent. Ce cadeau peut aussi se faire sous forme de droits temporaires d'usage. Les cadeaux temporaires sont généralement offerts aux filles que les maris ont rejetées et à celles qui ne se sont jamais mariées et qui n'ont pas d'enfants. Espérance n'a pas pu tirer profit de ces mécanismes car elle vivait loin de sa famille et avait déjà eu plusieurs enfants.

Face à la rareté progressive de la terre, l'exercice des droits à l'héritage foncier est de plus en plus difficile pour les femmes. Par ailleurs, le nombre de veuves et d'orphelines est élevé. En l'absence de garçons majeurs pour revendiquer leur héritage, les prétentions des femmes à la terre sont, dans le meilleur des cas, faibles, sinon totalement nulles.

En 1999, le code matrimonial (« Loi sur les Régimes matrimoniaux, Libertés et Succession ») a connu une révision qui offre aux couples un choix en matière de régimes de propriété et qui – au moins théoriquement, dans la mesure où le code ne fait pas explicitement référence à la terre – étend les droits des femmes et des filles à hériter de propriété au sein de leurs familles de naissance. Mais, au Rwanda, la loi ne protège pas les droits des femmes si le mariage de ces dernières n'est pas légalement accepté (c'est à dire célébré civilement), et très peu de couples rwandais sont légalement unis.

### Revendiquer les droits à la terre : quelques stratégies féminines

Rapatriée de Tanzanie en 1994, Hope, une veuve avec cinq enfants à charge, s'est installée à Kigali, la capitale. Au cours d'une visite à son frère dans une autre partie du pays, elle a appris qu'une ONG internationale venait de rendre un marais propice à la riziculture et distribuait des rizières à des associations paysannes désireuses de s'affilier à la coopérative rizicole. Hope qui avait trouvé une maison dans le village, non loin des rizières, a donc créé une association avec une de ses voisines. Afin d'atteindre le nombre minimum de membres requis, les deux femmes ont aussi inscrit leurs enfants mineurs. C'est ainsi que Hope a pu avoir accès aux rizières. Puisque ses enfants fréquentaient encore l'école, elle a dû engager des ouvriers agricoles pour cultiver ses champs. Les revenus tirés du riz suffisaient pour les payer et pour faire des économies pour l'achat d'autres champs dans le village. A présent, Hope plante une variété de cultures, y compris des bananes, des haricots, du maïs, des patates douces, des choux et des tomates et a pu ouvrir son propre magasin.

Les mariages civils exigent non seulement le paiement d'une dot traditionnelle, mais ils impliquent aussi des coûts liés aux certificats de mariage et autres papiers d'identité (sans parler du coût de la réception), ce qui les rend trop onéreux pour nombre de jeunes couples.

En cas d'échec des mariages coutumiers, les femmes ne jouissent d'aucun droit légal à la terre. Par ailleurs, les enfants nés d'unions coutumières, en particulier les filles, sont souvent considérés comme illégitimes, ce qui les prive de droits légaux à l'héritage.



Photo: Shared Interest

La constitution d'un groupement a permis aux femmes d'avoir accès à de nouvelles terres

20

L'affiliation aux coopératives agricoles ou associations féminines est une autre stratégie. Nombre de ces coopératives et associations ont bénéficié de terres domaniales alors que d'autres ont réussi à en louer avec les cotisations de leurs membres. Au début de ce siècle, un immense marécage près du Parc national d'Akegera de la *Eastern Province* du Rwanda avait été transformé en rizières par l'Agence de développement et de secours adventiste (ADSA). Auparavant, ce marécage – qui appartenait officiellement au gouvernement – était utilisé par des éleveurs et des agriculteurs. Les agriculteurs ont de nouveau reçu l'autorisation d'accéder aux rizières à condition de se constituer en organisations paysannes ; quant aux éleveurs, ils ont dû chercher de nouvelles zones de pacage pour leur bétail.

La situation des femmes préoccupait l'ADSA. Elle les a donc encouragées à s'organiser et à revendiquer l'accès aux rizières, conseil que beaucoup d'entre elles ont effectivement suivi. Malheureusement, les plus démunies n'en ont pas tiré profit car elles n'étaient pas en mesure de payer les cotisations auprès des groupements paysans. Ce problème s'est avéré plus crucial pour les femmes divorcées qui figurent parmi les plus pauvres.

### Nouvelles opportunités et nouvelles contraintes

La guerre et le génocide au Rwanda ont ouvert de nouvelles voies permettant aux femmes d'avoir accès à la terre. Les agences humanitaires sont sensibles à la détresse des femmes et leur offrent de nouvelles opportunités comme l'illustre le

cas de Hope. Par ailleurs, le gouvernement rwandais a introduit d'importantes mesures visant à promouvoir l'égalité de genre, mesures comprenant la création d'un ministère chargé du Genre et des Affaires sociales et la révision du code matrimonial. Toutefois, il reste beaucoup à faire. Une révision plus approfondie de la législation s'impose et il faudra prendre à bras le corps les obstacles financiers qui empêchent les femmes d'user de leurs droits légaux. Ceci est d'autant plus important que l'accès traditionnel des femmes à la terre est de plus en plus contesté par les hommes de leur famille.

Il est tout aussi important de veiller à ce que les femmes aient un contrôle total sur leur propriété foncière. Le manque de terres est un problème pour tous les Rwandais. Mais, maintenant que le gouvernement s'est engagé dans une politique de spécialisation régionale des cultures, la sécurité alimentaire des populations est de nouveau menacée car cette spécialisation sape les stratégies de réduction des risques de pauvreté dans ce domaine. En effet, les populations craignent de ne pouvoir nourrir leurs familles en cas de perte de récoltes (ce qui se produit régulièrement du fait des intempéries ou des ravageurs et de l'absence d'autorisations de pratiquer des cultures variées et suffisantes). Ce problème est particulièrement réel pour les familles paysannes pauvres - y compris nombre de foyers ayant une femme à leur tête - qui disposent de peu ou de pas de réserves du tout pour les aider à surmonter de telles difficultés.

Une dernière mise en garde s'impose ici : la preuve est largement faite que les femmes Tutsi, particulièrement celles qui

ont survécu au génocide, ont bénéficié davantage que les femmes Hutu des politiques gouvernementales et programmes des ONG. Cet état de fait pourrait provoquer des tensions entre les deux groupes. Dans un pays où la confiance se fait rare, il faut prendre des mesures pour veiller à l'égalité et à l'équilibre entre ethnies. A défaut, les graines d'une violence future pourraient bien germer une nouvelle fois. ■

#### Référence

Koster, Marian (2008) *Fragmented Lives: Reconstructing Rural Livelihoods in Post-Genocide Rwanda*. Wageningen: Thèse de Doctorat, Université de Wageningen.

Contact : mariankoster@yahoo.com

Visitez  
la page web  
de AGRIDAPE

<http://agridape.leisa.info>

# De bonnes affaires dans la forêt !

Adam Norikane

*Au Libéria, la sécurité alimentaire des foyers relève principalement des femmes. Bien que le pays ait l'avantage de posséder d'abondantes forêts et terres fertiles, les populations rurales ont très peu droit à la prise de décisions. Les plus forts - essentiellement des bûcherons- s'emparent des opportunités les plus rentables. C'est dans ce contexte sociopolitique que des organisations de développement tentent de prendre en charge les besoins alimentaires des femmes par la création de groupements et par la formation.*

Le Libéria est un pays portant encore les séquelles de 14 années de guerre civile. Le manque d'infrastructures et le manque d'accès à l'éducation, l'imprécision dans la définition des droits des communautés rurales et une économie sous-développée sont autant de facteurs qui freinent la capacité du pays à se développer. Pendant ce temps, les organisations étrangères d'aide au développement continuent de déverser leur aide dans le pays dans une tentative d'accroître la productivité agricole, de promouvoir le commerce international, et d'élever les niveaux d'éducation et de santé.

## Cadre juridique pour une gestion durable des ressources forestières

En 2005, les forêts du Libéria couvraient 33 % de la superficie du pays, soit 3,15 millions d'hectares. Aujourd'hui, elles représentent la majeure partie de l'écosystème de la forêt tropicale de Haute Guinée en Afrique de l'Ouest. Mais, le Libéria, à l'instar de beaucoup de pays ouest-africains, ne dispose pas d'un cadre juridique sylvicole précis, destiné aux collectivités. Dans un contexte où les droits ne sont pas bien définis, les plus forts font la loi en pratiquant l'abattage anarchique et le braconnage, ce qui a causé la déforestation et la perte de la biodiversité. Cependant, on ne peut guère blâmer les exploitants de la forêt : ils s'adonnent à des activités illégales vu l'absence de lois et de mesures incitant à une gestion durable des forêts. Au cours de la dernière décennie, les collectivités ont été de plus en plus convaincues de la nécessité de conserver et de protéger leurs ressources forestières,



Photo: Frederick Johnson

Les femmes ramassent des escargots sauvages et d'autres aliments riches en protéines dans la forêt.

mais elles ont aussi besoin d'alternatives économiques.

Une nouvelle loi sur les droits des collectivités concernant l'exploitation forestière est sur le point d'être ratifiée et aura comme ambition la promotion de la gestion durable. Elle donnera à ces collectivités le droit de participer à la vente des concessions forestières ou des crédits-carbone. Cependant, il faudra des mois (ou davantage) pour que la dévolution de ces droits aux collectivités locales soit effective et, à l'heure actuelle, il est nécessaire de trouver des alternatives : le développement du commerce de produits forestiers non ligneux en est une. Ce commerce accorde davantage d'importance aux produits forestiers, et accroît ainsi la prise de conscience de l'importance de la gestion durable des ressources forestières.

## Reconnaissance du rôle des femmes dans la gestion de ces ressources

Les collectivités sont tributaires des forêts s'agissant du bois de chauffe, des épices, du rotin pour les meubles, et de la chaume pour les habitations. Les produits

forestiers tels que le gibier, les escargots comestibles et le poisson constituent une source de protéines complémentaire aux denrées de base tirées de l'agriculture. C'est aux femmes, en particulier, que revient la difficile tâche de nourrir la famille au quotidien, et les produits forestiers comestibles leur sont d'un apport essentiel. En outre, ils contribuent à la sécurité alimentaire par l'accroissement du revenu des foyers pour l'achat de vivres.

Les populations se lancent dans une ruée vers la cueillette ou la chasse de manière intensive. C'est seulement lorsqu'elles obtiendront des droits garantissant la récolte des produits forestiers qu'ils auront un bon motif pour gérer durablement la forêt. La mise sur pied de règles de base par les collectivités locales est un premier pas vers la création d'un environnement mieux structuré à partir duquel des plans de gestion de la forêt à petite échelle peuvent être conçus.

L'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) a financé le *Land Rights and Community Forestry Project* (LCRP), initié en décembre 2007 pour appuyer l'instance libérienne du développement forestier en transférant des

droits et responsabilités aux communautés rurales. Le projet est effectif dans les localités de Nimba et Sinoé et aide les populations locales à établir des plans de gestion de la forêt et à renforcer les capacités des groupements de producteurs. Une bonne partie des communautés rurales de la zone forestière n'a pas les aptitudes en affaires requises pour une commercialisation rentable de leurs produits. Au Libéria, les femmes constituent approximativement 60 % de la main-d'œuvre agricole et environ 80 % de l'activité commerciale. Elles sont aussi responsables de l'acquisition de vivres. Ce sont essentiellement ces femmes qui ramassent le bois de chauffe et assurent la collecte du poisson et des escargots, des épices et des huiles pour la consommation domestique. Si les forêts venaient à disparaître ou que le prix des produits forestiers fluctuait, il y aurait un impact direct sur la sécurité alimentaire des foyers. Le projet a donc conclu qu'il est crucial de renforcer la capacité de ces femmes à faire des choix pertinents, se traduisant par la sauvegarde de la forêt, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

### Formation en matière de commerce

En mars 2009, le projet a mis sur pied une formation sur le commerce des produits forestiers non ligneux intitulée «*Community Forestry as a Business*». En leur fournissant les notions de base de la commercialisation, comme l'organisation du groupe, la planification des affaires et la maîtrise des coûts, cette formation permet aussi bien aux hommes qu'aux femmes des collectivités de rentabiliser leur exploitation de produits forestiers. Ils apprennent comment le travail en groupe peut réduire les dépenses et accroître les opportunités de vente. L'approche axée sur l'analyse de la chaîne de valeur donne aux exploitants forestiers quelques outils leur permettant d'apprécier les opportunités de croissance



Certains produits forestiers sont destinés à un usage domestique tandis que d'autres peuvent être vendus au marché.

économique, de la récolte jusqu'à la mise en vente, en passant par la transformation.

Au Libéria, le taux d'analphabétisme en milieu rural atteint le chiffre troublant de 70 %. C'est ainsi que le programme a été élaboré de manière à faciliter l'apprentissage à travers des débats et l'usage d'exemples simples tirés de la vie quotidienne. Même si la formation en commerce requiert quelques notions de calcul et d'écriture, le contenu didactique a été mis à niveau et rendu accessible à une population majoritairement analphabète. Ceci profite particulièrement aux femmes dont le taux d'analphabétisme est supérieur à celui des hommes.

### Mainmise des hommes sur les produits les plus rentables

Lors d'un atelier pilote de la «*Community Forestry as a Business*» dans le comté de Sinoé, la séparation du groupe en sous-groupes d'hommes et de femmes a été une stratégie payante car, comme les femmes ont l'habitude de laisser les hommes dominer les discussions, cette solution a permis de s'assurer que les voix féminines se sont faites entendre.

Cependant, le choix porté sur les produits forestiers non ligneux a été un élément décisif dans la participation des femmes. En effet, elles interviennent à peine dans les débats portant sur les activités considérées comme «*typiquement masculines*» telles que la transformation du rotin pour la fabrication de meubles. Cependant, les discussions sur les ressources forestières telles que l'huile de palme brute, la collecte d'épices ou d'escargots comestibles suscitent davantage d'interventions de leur part. Le choix de discuter de tels produits peut être décisif pour une inclusion heureuse des femmes dans les ateliers de formation.

Il y a toujours un risque que les hommes s'accaparent totalement du commerce : ils sont enclins à avoir une mainmise sur les ressources du ménage au détriment des femmes, sans aucune considération des efforts fournis par ces dernières. Dans beaucoup d'activités commerciales telles que la vente du maïs ou du bois, une vieille tradition favorisant les hommes prévaut. Mais la gestion forestière est un domaine relativement nouveau et l'exploitation de produits forestiers non ligneux constitue un créneau porteur favorisant la responsabilisation des femmes. La mise à profit de ces produits par le biais du commerce représente une opportunité unique pour construire et solidifier la position des femmes. Pour ce faire, les formateurs doivent être capables d'orienter leurs programmes et de mettre l'accent sur les activités dominées par les femmes dans le but d'encourager leur participation.



Photo: A. Norikane

Traditionnellement, les hommes tirent beaucoup plus profit des produits forestiers, mais cette formation donnera beaucoup plus d'opportunités aux femmes

### La formation à elle seule ne suffit pas

Quelque efficace que soit la formation «*Community Forestry as a Business*», elle sera vouée à l'échec si l'autonomie et le cadre juridique des ressources forestières ne sont pas dévolus aux collectivités locales et particulièrement aux femmes pour qui la subsistance de la famille dépend de la forêt. La communauté des bailleurs de fonds et le gouvernement du Libéria doivent agir dans ce sens. Les femmes, en tant que principales pourvoyeuses de vivres du foyer, ont besoin d'opportunités pour implanter et développer leur commerce, et ainsi accroître la sécurité alimentaire de leur famille. Réussir dans le commerce ne signifie pas seulement avoir les aptitudes à gérer des ressources forestières, mais implique aussi le droit de les exploiter. Le premier pas vers l'autonomie des collectivités locales dans la gestion des ressources forestières consiste à octroyer, aux femmes, les droits d'usufruit sur les produits forestiers non ligneux. ■

**Adam Norikane**, titulaire d'une bourse de recherche de la *Mickey Leland International Hunger*, était détaché au projet financé par l'USAID, le *Land Rights and Community Forestry Project* au Libéria. Contact : anorikane@hungercenter.org

#### Références :

Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2009, «*State of the World's Forests 2009*», FAO, Rome

International Trade Centre, February 26, 2009, «*ITC Lends 'Mobile' Hand to Liberian Women*», ITC Press Release: Geneva

United Nations Mission in Liberia (UNMIL), 2009, «*Gender Equality and Women's Empowerment Factsheet*», Joint Programme of the Government of Liberia and the United Nations, Ministry of Gender and Development: Monrovia

# Le karité pour la souveraineté alimentaire au Ghana

Samuel Y. Apiiga Mofa Bolga

*Le beurre de karité est utilisé dans la fabrication de pommades et autres produits cosmétiques et pharmaceutiques partout dans le monde. Au Ghana, les femmes l'utilisent comme huile culinaire, s'en servent comme crème hydratante pour bébés, et pour leurs soins capillaires. Le karité demeure un produit miracle et une source de revenus pour les foyers.*

Samuel Apiiga se souvient parfaitement que sa mère et ses amies avaient coutume d'aller dans la brousse, aux environs de Bolgatanga, pour ramasser les fruits du karité. Enfant, il aimait manger la pulpe des fruits mûrs. On cassait les noix ; puis on les moulait. Ensuite, l'huile en était extraite pour traiter le beurre de karité. Le produit était très apprécié dans les zones rurales car la récolte des fruits coïncidait avec les périodes de soudure, lorsque les provisions étaient épuisées, après une longue saison sèche et avant les récoltes. En réalité, cette situation n'a guère évolué. Dans le cadre de son travail d'agronome conseiller auprès du ministère ghanéen de l'alimentation et de l'agriculture, Apiiga soutient les groupements de veuves, de la région Upper East du Nord du Ghana, qui récoltent et transforment les noix de karité.

## Un climat propice à l'arbre

Comme le baobab et le tamarinier, le karité est un arbre originaire de cette région où

### Profit pour tous

Oxfam, Novib et SNV-Ghana ont réuni toutes les parties prenantes le 10 juillet 2009 à Wa pour entreprendre une action coordonnée de l'industrie ghanéenne du karité. Plus de 50 participants de ce secteur estiment que le karité est une culture très rentable étant donné qu'elle est la principale source de revenu de 95 % des familles en zone rurale dans la région du Nord Ghana (soit 600.000 femmes). Le karité contribue à l'économie ghanéenne avec une exportation annuelle d'une valeur de 33 millions de dollars américains. Les participants exhortent le gouvernement à accorder, au secteur du karité, un soutien similaire (en recherche, services de vulgarisation et organisations paysannes) à celui dont ont bénéficié d'autres secteurs tels que le cacao. ([www.ghanabusinessnews.com](http://www.ghanabusinessnews.com)).



Photo: Kenneth Yussif

De la noix au beurre, en passant par la pâte

il pousse à l'état sauvage. Certains arbres poussent dans les exploitations agricoles et sont la propriété des agriculteurs. Le karité est répandu dans la savane de la zone soudano-sahélienne et dans les zones de transition écologique des régions Upper East, Upper West, Northern et quelques autres parties du Brong Ahafo du Ghana. Pour survivre, il n'a besoin que d'une pluviométrie annuelle minimale d'environ 400 à 500 mm, de températures avoisinant 30 à 45°C, et d'une humidité relative de moins de 10 %, ce qui lui permet de résister à la sécheresse d'où son abondance au nord du Ghana. De plus, il s'adapte bien aux sols pauvres renfermant moins de 5 % de matières organiques.

Le karité prend du temps (environ 15 ans après plantation) pour fleurir et porter ses fruits. Les essais visant à écarter la période de croissance par le bourgeonnement ou la greffe n'ont pas été couronnés de succès.

## Un produit rentable pour le foyer

Dans la région où travaille Apiiga, chaque district compte cinq groupements de femmes qui cueillent et récoltent les baies. En raison de la longue durée nécessaire à la floraison, les femmes ne prennent pas une part active à la plantation du karité dans leurs propres champs.

En moyenne, une femme peut récolter environ 200 à 500 fruits par jour. Les femmes procèdent à la vente du beurre de karité dans la région pour obtenir des revenus permettant l'achat de vivres et de vêtements, ainsi que le paiement des frais de scolarité et de soins médicaux. Le beurre est aussi utilisé comme huile culinaire et comme pommade, de même qu'à des fins médicales et spirituelles. Il existe un énorme potentiel pour l'exportation du beurre vers l'Union Européenne, l'Amérique et d'autres pays africains où il est utilisé dans

## Comment... faire du beurre dans la brousse

1. Triez et cueillez les noix de karité
2. Lavez les noix et séchez-les
3. Pilez-les grossièrement dans un mortier
4. Grillez les morceaux
5. Pilez-les de nouveau
6. Moulez la pâte couleur chocolat sur une pierre
7. Ajoutez progressivement de l'eau froide à la pâte moelleuse et laissez refroidir
8. Ajoutez de petites quantités d'eau chaude
9. Ajoutez de l'eau froide en quantités suffisantes jusqu'à ce que le mélange s'éclaircisse
10. Enlevez la masse grise (beurre) qui remonte à la surface et chauffez-la
11. Ecumez la mousse blanche. Le beurre restera au fond.

l'industrie pharmaceutique et cosmétique. Khasaghan Industries, société implantée à Tamale, est l'unique exportateur connu de beurre de karité au Ghana.

Le karité est un arbre d'une importance majeure, particulièrement pour les femmes démunies vivant en milieu rural. Cependant les Kasaghan Industries, entreprise monopolistique, confinent ces dernières dans une position de faiblesse. Les négociants achètent les noix de karité chez les femmes juste au moment où elles ont le plus besoin d'argent pour l'achat de vivres, avant la période de la nouvelle récolte. En outre, du fait des feux de brousse et de l'abattage des arbres pour le bois de chauffe et le charbon, les arbres de karité disparaissent en grand nombre. Pour sauvegarder cet arbre qui joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté, il faudrait améliorer la commercialisation du beurre et renforcer les capacités d'organisation et de négociation des femmes rurales. ■

Samuel Y. Apiiga Mofa Bolga est un spécialiste de l'agronomie travaillant au ministère ghanéen de l'alimentation et de l'agriculture à Bolgatanga.

Source : [www.sheabutter.com](http://www.sheabutter.com) Voir aussi le film sur la production du beurre de karité au Burkina Faso sur [http://usa.loccitane.com/FO/Content/Video/Default.aspx?v=/en-US/Shea\\_Butter\\_Production](http://usa.loccitane.com/FO/Content/Video/Default.aspx?v=/en-US/Shea_Butter_Production)



# Des technologies appropriées pour les femmes rurales

Florence Lubwama Kiyimba

*Introduire de nouvelles technologies pour améliorer le développement n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Un programme zéro pâturage a été lancé en Ouganda pour améliorer la souveraineté alimentaire des femmes rurales. En effet, en confinant les animaux dans une stalle de l'enclos, l'accès à la terre devient moins problématique et les femmes peuvent les nourrir près de chez elles. En revanche, elles doivent, en retour, se dépenser pour la culture et la transformation du fourrage afin de nourrir les animaux. L'introduction d'un hache-fourrage était censée aider à résoudre ce problème. Mais ceci a déclenché d'autres mécanismes.*

24

Masaka était autrefois le grenier de l'Ouganda, mais il fait partie des districts qui ont été ravagés par la guerre et les épidémies, entraînant une forte baisse de l'approvisionnement en vivres. Entre 1979 et 1985, la productivité agricole a été davantage affaiblie par la migration des hommes et des jeunes vers les centres urbains à la recherche d'un emploi et d'une éducation de qualité. Pour relever le niveau de production agricole du district, plusieurs ONG ont lancé des programmes de développement agricole visant à assurer la sécurité alimentaire et des revenus. De nombreux hommes étant absents, tous les efforts ont été orientés vers l'assistance aux femmes pour qu'elles génèrent des revenus agricoles sans pour autant négliger les nombreuses tâches ménagères et les activités de soins. L'une des actions a consisté à introduire des vaches exotiques ou de race croisée pour un objectif zéro pâturage. Les ONG, *Send a Cow* (SAC) et *Heifer Project International* (HPI) ont joué un rôle significatif dans le secteur de l'élevage dans le district de Masaka. Leurs initiatives sont dirigées par la *Masaka Diocesan Development Organisation* (MADDO), une organisation confessionnelle de l'église catholique.

Les bénéficiaires du projet zéro pâturage ont été sélectionnés parmi les membres des groupements d'agriculteurs. Les ménages pauvres et vulnérables ainsi que les femmes ont été ciblés. Le projet a choisi



Photo : Makumbi George

Jeune fille avec son hache-fourrage

des génisses en raison du double avantage qu'elles peuvent offrir une fois qu'elles ont mis bas : source permanente de lait en plus du veau. L'élément crucial de l'intervention est cette notion de « faire suivre le don » qui consiste à passer le premier veau au bénéficiaire suivant. Le mécanisme de développement supposé de ce projet est le suivant : en mettant une ressource directement entre les mains des femmes, la situation économique de leurs ménages s'en trouve renforcée. Elles pourraient générer des revenus grâce à la production accrue de lait et l'utilisation de la bouse de vache pour améliorer la fertilité des sols.

## Fastidieux, long et dangereux

Traditionnellement, les femmes jouent un rôle clé dans les soins au bétail. Même lorsque les hommes sont les propriétaires de gros bétail, ce sont les femmes qui assument une grande partie du travail. Avec l'introduction des animaux soumis au zéro pâturage, les rôles des femmes dans le secteur de l'élevage se sont renforcés,

car elles sont directement visées dans ce projet.

Le système de production de bétail zéro pâturage nécessite une main-d'œuvre importante. La transformation du fourrage pour les animaux passe par plusieurs étapes : culture du fourrage, récolte, transport à la maison, hachage et alimentation des animaux. Ces activités ont principalement été réalisées par des femmes, souvent aidées par leurs enfants. Les exigences élevées en termes de main d'oeuvre, conjuguées à un manque de terres pour la production fourragère, ainsi que la rareté du fourrage en saison sèche, poussent à rationaliser son utilisation. Généralement, les agriculteurs hachent le fourrage avec une *panga* (machette), en le coupant en petits morceaux pouvant être facilement consommés. Cette méthode est fastidieuse, longue, dangereuse et son rendement est faible. L'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) a donc conçu une technologie de hachage économe en main-d'oeuvre pour rendre cette tâche moins ardue : le hache-fourrage. En 2000, les agriculteurs partici-





Photo : Makumbi George

Une femme avec une vache soumise au zéro pâturage

pant au projet ont reçu huit hache-fourrage. L'on a recommandé à d'autres agriculteurs d'acheter les machines mais, en raison de leur coût élevé, beaucoup ont opté pour des alternatives telles que la fabrication des versions locales de la technologie NARO avec des matériaux moins chers, ou alors la reconstruction et l'adaptation des machines par eux-mêmes.

En concevant le hache-fourrage, l'on a supposé que la technologie permettrait de gagner du temps et d'économiser de la main d'œuvre pour les femmes, en réduisant les corvées du hachage et en augmentant la productivité de leurs animaux grâce à une meilleure qualité des aliments. Ainsi, les femmes peuvent se consacrer à d'autres activités génératrices de revenus. Une étude a examiné cette hypothèse en analysant l'efficacité de la technologie sur le travail des femmes.

### Faciliter le travail pour qui ?

Le hache-fourrage facilite effectivement l'activité de hachage, en la rendant plus sûre et en permettant aux femmes d'obtenir de l'aide dans leur famille pour le traitement du fourrage. Toutefois, l'introduction d'une technologie économe en main-d'œuvre ne signifie pas que les femmes exercent un contrôle sur le temps gagné au travail. Dans les ménages dirigés par des hommes, l'on constate fréquemment que les femmes passent plus de temps dans les champs pour aider ces derniers. En revanche, très rares sont les hommes qui aident leurs épouses dans les tâches relatives à la production laitière. De toute évidence, les décisions concernant les technologies ont des implications pour le pouvoir et les relations sociales, et les effets réels sont parfois aux antipodes de ceux visés par les concepteurs de la technologie. En outre, l'adoption de nouvelles technologies n'est pas un processus simple. Les nouvelles technologies sont

souvent considérées comme une menace et un défi et doivent être « apprivoisées » avec succès avant de pouvoir être intégrées dans la vie des populations.

Pour le projet zéro pâturage, le hache-fourrage avait fait l'objet d'un pré-test auprès des agriculteurs. Néanmoins, après plus de trois ans d'utilisation, il s'est révélé que le hache-fourrage devait être réadapté en fonction des milieux socio-économiques des femmes. Même si le modèle d'origine de NARO a fonctionné parfaitement bien, du point de vue des concepteurs, les utilisateurs l'ont trouvé contraignant dans la conception et le coût. Les femmes ont estimé qu'il fallait du temps pour qu'il fonctionne : elles devaient régler la hauteur du hache-fourrage pour permettre à leurs enfants de les aider ; et le coût était trop élevé pour les agriculteurs de subsistance qui ne tirent presque aucun profit de ce type d'agriculture. La plupart des femmes ont enlevé toutes les pièces qui entravaient le fonctionnement de la machine, puis l'ont reconstruite en utilisant différents types de matériaux. Pour les modifications, il s'agissait, pour les utilisateurs, d'essayer d'adapter le modèle d'origine à leurs besoins. Avec la version améliorée du hache-fourrage des agriculteurs, bon nombre d'entre eux ont commencé à reproduire les technologies eux-mêmes, afin de faciliter le traitement du fourrage. Le traitement efficace du fourrage pour les animaux entraîne une augmentation de la production laitière pour la famille et la communauté et accroît la valeur de l'animal.

### Comprendre les dynamiques avant de « lancer » les technologies chez les femmes

L'émancipation économique a été largement identifiée comme un facteur stratégique dans l'amélioration de la situation des femmes. Toutefois, il est nécessaire de bien

comprendre le mode d'interaction de la technologie avec les besoins liés au genre. Cette étude a révélé que l'introduction d'une technologie est un processus dynamique qui déclenche d'autres mécanismes. Elle a également révélé qu'aucune technologie ne peut fonctionner de manière efficace à elle seule. Même si le travail des femmes a été simplifié, cela ne s'est pas traduit par une baisse de leur charge globale de travail, car elles devaient ensuite se livrer à d'autres activités définies par leurs conjoints. En outre, même si elles ont été impliquées dans la phase de pré-test, il leur a fallu plus de temps d'utilisation du hache-fourrage pour savoir comment l'exploiter de façon efficace (machine qu'elles ont, plus tard, réadaptée à leurs besoins).

Le processus de « domestication » d'une technologie grâce aux modifications, comme cela s'est produit avec le hache-fourrage, s'applique également au système de production laitière dans son ensemble. Pour faire « travailler » la génisse, l'apprentissage de nouvelles tâches et les changements dans la division du travail s'avèrent nécessaires. Les ingénieurs agronomes et les travailleurs humanitaires doivent, par conséquent, accorder une attention aux dynamiques qui se dégagent de l'introduction d'une technologie, plutôt que de « pousser » plus de technologies vers les femmes. Avec davantage de recherche, il est possible d'identifier les besoins réels des femmes au niveau des ménages. C'est alors seulement que les interventions pourront vraiment faire la différence au niveau social et politique pour optimiser le contrôle des femmes sur leur travail et leur permettre de réaliser une véritable souveraineté alimentaire. ■

### Références

Balakrishnan, R., 2000. Widening gaps in technology development and technology transfer to support rural women. Human resources in agricultural and rural development. Rome, Italy, Food and Agriculture Organization (FAO). 80-91.

Bray, F., 2007. «Gender and Technology.» Annual Review of Anthropology 36(1): 37-53.

Everts, S., 1998. Gender and Technology: Empowering Women, Engendering Development, Zed Books Ltd, 7 Cynthia Street, London N1 9JF, UK.

Sorensen, K. H. and R. William (2002). Shaping Technology, Guiding Policy. Concepts, Spaces and Tools, Edward Elgar Publishing Inc.

**Florence Lubwama Kiyimba**. Wageningen University and Research Centre, Technology and Agrarian Development Group, Hollandseweg 1, 6706 KN, Wageningen, the Netherlands.  
Contact : florence.lubwamakiyimba@wur.nl

Cet article est tiré du travail de recherche doctorale en cours de Florence Kiyimba, sous l'encadrement de Paul Richards (Contacts : paul.richards@wur.nl ; Harro Maat : harro.maat@wur.nl et Margreet Zwartveen : margreet.zwartveen@wur.nl)



# Plaidoyer pour la souveraineté alimentaire et les droits des femmes au Brésil

Laeticia Jalil

*Le concept de souveraineté alimentaire permet de rendre visible et de reconnaître le rôle des femmes dans la production de denrées alimentaires et d'autres produits agricoles. L'inscription de la souveraineté alimentaire dans le programme politique est très liée à la question des droits des femmes, en particulier ceux des femmes rurales. Par l'organisation de campagnes politiques, le Mouvement des Femmes Paysannes du Brésil (Movimento de Mulheres Camponesas - MMC) tente justement d'atteindre cet objectif.*

26

Le débat qui a cours actuellement autour du concept de souveraineté alimentaire au Brésil traduit la complexité des réalités sociales, politiques, économiques et culturelles. La souveraineté alimentaire oriente les priorités politiques des différents mouvements (tant au sein de la société civile qu'au sein de l'Etat), mais elle lie également les zones urbaines et rurales. Elle transcende même les frontières nationales et implique les organisations internationales comme La Via Campesina.

En tant que mouvement né de l'activisme politique des années 70, le Mouvement des Femmes Paysannes du Brésil reconnaît la pertinence du concept de souveraineté alimentaire des femmes rurales. Au Brésil, les femmes représentent 47,8 % de la population du monde rural ; 16 % seulement d'entre elles détiennent des titres fonciers. Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, 40 % de la population rurale n'ont pas de papiers d'identité tel qu'un acte de naissance et, de ce total, 60 % sont des femmes. Sur près de 15 millions de femmes, la plupart n'ont pas accès aux services de santé et d'éducation et l'Etat ne prend pas en compte leurs besoins en tant qu'exploitantes de fermes familiales, ouvrières rurales ou encore victimes du racisme, en ce qui concerne les personnes de descendance africaine. Sans papiers, il est impossible de protéger les droits fondamentaux des personnes, et ces dernières ne peuvent ni voter, ni détenir des titres fonciers, encore moins avoir accès au crédit.

## Battre campagne pour les droits

Un volet important des activités du Mouvement des Femmes Paysannes est consacré à la participation des femmes aux fonctions publiques et à la redéfinition de leurs rôles à la maison. Le mouvement est présent dans tout le Brésil rural

et urbain. Chaque région comprend un certain nombre de municipalités dont les coordonnatrices organisent les groupes, au niveau communautaire, mènent des activités de formation sur les droits et la participation des femmes, et conçoivent des campagnes et ateliers sur les semences locales et les plantes médicinales.

En 2007, le Mouvement s'est engagé dans une campagne politique en prélude à la Journée internationale de la Femme du 8 mars. Une marche rassemblant un grand nombre de femmes a lancé la campagne pour mettre en évidence leurs rôles dans la souveraineté alimentaire ainsi que les problèmes de violence faite aux femmes et de lutte pour la réforme de l'assistance sociale. Le slogan « *Produire des aliments sains, prendre soin de la vie et de la nature* » a souligné l'importance de la production d'aliments sains.

La campagne visait plusieurs objectifs, à savoir : faire avancer le combat pour la souveraineté alimentaire afin de lutter contre la faim, la pauvreté et la santé précaire et renforcer le soutien aux petits producteurs agricoles à travers l'assistance technique, l'amélioration des infrastructures et les subventions. Dans le même temps, la campagne a voulu sensibiliser sur la biodiversité et la protection de l'environnement en encourageant les pratiques agroécologiques. Elle a porté sur la réforme agraire et sur de meilleures politiques publiques en faveur des zones rurales pour l'assistance sociale, la santé, l'éducation, le logement et le transport.

## Des activités menées sur trois fronts

La campagne a lancé des projets pour revitaliser les variétés de semences locales oubliées (par l'intermédiaire des banques de semences, par l'amélioration des semences et leur échange), les plantes médicinales (préservation des

### Valorisation de la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire, c'est le droit de dire : « ceci nous appartient, c'est ce que nous produisons », et de ne pas dépendre des autres pour se nourrir. Les semences que nous utilisons ont traversé les âges et reposent sur les pratiques de conservation des premiers habitants de la terre. Aucune entreprise ne peut donc se présenter et tenter de nous leurrer en dévalorisant ce que nous faisons ou produisons. Nous pouvons prouver notre valeur à travers nos pratiques agricoles quotidiennes. Notre production a du potentiel et elle nous donne la force de lutter et de valoriser notre travail (citation tirée d'un entretien avec la coordinatrice municipale du MMC à Descanso, Santa Catarina, le 25 mai 2008).

connaissances locales) et la production agroécologique (par l'organisation de foires sur l'amélioration des habitudes alimentaires et la protection durable de l'environnement). Des rencontres ont été organisées au cours desquelles, les populations ont pu en apprendre davantage sur l'utilisation des semences non commerciales et sur les pratiques agroécologiques et échanger aussi sur ces points. Tout au long de la campagne, les coordinatrices municipales ont également reçu des formations pour renforcer leurs capacités agricoles et la compréhension des problèmes des femmes afin de créer un réseau plus fort.

Un an plus tard, le 8 mars 2008, le Mouvement a organisé des manifestations simultanées dans tout le Brésil pour présenter une série de revendications au gouvernement. Par exemple, 600 femmes sont venues à Florianópolis, une



Affiche de la campagne nationale du Mouvement des femmes paysannes du Brésil pour la production d'aliments sains : « Produire des aliments sains, prendre soin de la vie et de la nature. »

ville du sud du Brésil, pour exiger des autorités municipales la construction de plus de 600 réservoirs d'eau et la création de 30 jardins de plantes médicinales et de trois classes d'alphabétisation. Deux agricultrices expliquent l'importance de leur message :

*Quelle importance revêt la journée du 8 mars ? Elle permet de renforcer notre campagne. Si nous avions un réservoir d'eau, nos jardins seraient tout à fait différents, et nous ne manquerions pas de vivres. Nous connaissons des pénuries d'eau (nous en avons déjà connu une cette année), donc nous espérons que notre message se traduira par une réponse à cette question. (Rosalina Silva)*

*Je pense que ces deux éléments [la campagne et le programme du 8 mars] sont très liés, parce que si je veux que mon jardin soit productif, il me faut un réservoir d'eau. Il serait très profitable pour l'Etat de renforcer et de préserver la disponibilité de l'eau. Parce que cela ne sert à rien de dire à quelqu'un « fais un jardin », alors qu'un jardin sans irrigation ne produira rien du tout. Pour cela, nous devons nous battre, car c'est un droit pour les femmes que*

*d'avoir accès à un jardin, à l'eau, à la scolarisation. (Iraci Colombo)*

## Résultats

En mettant en oeuvre la campagne pour la production d'aliments sains, le Mouvement des femmes paysannes est parvenu à mieux faire comprendre comment les pratiques des agricultrices contribuent à la lutte pour la souveraineté alimentaire. Le mouvement est devenu beaucoup plus fort en raison de la campagne, notamment en reliant les femmes rurales et urbaines. Dans le même temps, le mouvement a senti qu'il peut utiliser le concept de souveraineté alimentaire pour influencer les politiques. La campagne a connu l'un de ses tournants lorsque le mouvement a formulé des demandes spécifiques au ministère des affaires sociales concernant l'implication des femmes dans la réforme de la protection sociale. En conséquence, le gouvernement a été contraint d'inclure les femmes dans ses débats officiels sur les réformes.

La lutte pour la souveraineté alimentaire n'est pas seulement une question de remise en cause du modèle de production commerciale, il s'agit également de réhabiliter et de valoriser les connaissances locales et la philosophie de l'agriculture

familiale. Le renforcement de la souveraineté alimentaire doit parallèlement entraîner celui de la lutte contre l'oppression des femmes et la dégradation de l'environnement. Ainsi naîtront de nouvelles relations sociales, caractérisées par la solidarité, le respect, la reconnaissance de la diversité et la résolution de la question critique des inégalités entre les hommes et les femmes. C'est seulement à ce prix que nous pouvons changer le monde pour changer la vie des femmes ! ■

Laetícia Jalil est une sociologue travaillant pour Action Aid Brésil, Rua Moraes e Vale 111, 5º andar, Centro Rio de Janeiro, Brésil.

Contact : laeticiajalil@gmail.com

# Succès de l'agriculture urbaine à Cuba

Francisco Dueñas, Dagmara Plana, Isis Salcines, Bárbara Benítez, Laura R. Medina et María E. Domini



Photo: UBPC Vivero Alamar

28

Légumes et fruits produits en plein cœur de La Havane

*A Cuba, les « exploitations agricoles urbaines » contribuent dans une large mesure à l'autosuffisance alimentaire de l'île. Les femmes jouent un rôle très important dans l'agriculture urbaine. La prise de conscience de ce rôle et de la contribution globale des femmes permet d'obtenir des résultats encore meilleurs.*

Les statistiques montrent que les zones urbaines du monde continuent de se développer – en particulier dans les pays les moins industrialisés. En 2005, il a été estimé que la moitié de la population mondiale vivait dans les villes et que les chiffres passeraient au double d'ici à 2030. La production de légumes à l'intérieur et autour des villes augmente en conséquence, en réponse au besoin urgent de nourrir les citadins. Les avantages de l'agriculture urbaine sont de plus en plus reconnus : elle contribue au développement communautaire et à la production d'une grande diversité de produits alimentaires en grandes quantités.

## L'agriculture urbaine à Cuba

Cuba est l'un des pays où l'agriculture urbaine s'est le plus développée. Une grave crise financière a frappé le pays après l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991. La production vivrière dans les villes était considérée comme l'une des solutions au problème (par exemple : réduction des coûts de transport). L'accent a été particulièrement mis sur la production sans apports externes (dans la mesure où ces apports n'étaient pas disponibles), ce qui a entraîné des systèmes organiques très efficaces. L'existence de « nouveaux » producteurs en grand nombre constituait un problème en ce sens qu'ils manquaient d'expérience en matière de production de légumes sur de petites parcelles. Un vaste réseau a donc été mis en place en vue de dispenser des formations et de distribuer des semences et des outils. L'agriculture urbaine s'est ainsi considérablement développée au cours des 15 dernières années. L'on estime à présent qu'au moins 350.000 « agriculteurs urbains » cultivent plus de 70.000 hectares. Alors qu'en 1994

les villes cubaines récoltaient 4.000 tonnes de légumes, le ministère de l'Agriculture a récemment déclaré qu'au cours des 3 premiers mois de l'année 2009, le total des récoltes de légumes a dépassé 400.000 tonnes, ce qui contribue considérablement à l'autosuffisance alimentaire de Cuba.

Située à quelques kilomètres seulement à l'est du centre de La Havane, Vivero Alamar est une coopérative de 170 producteurs qui exploitent 11 hectares en plein milieu d'un quartier très peuplé. Elle a démarré en 1997 lorsque le gouvernement a offert, à un petit groupe de producteurs, une parcelle de 3,7 hectares de terre inutilisée. Aujourd'hui, cette coopérative fait partie des « *organopónicos* » (jardins urbains) -- comme on appelle ces entreprises agricoles -- les plus réputés de Cuba. Elles produisent des légumes bio (même si la plupart ne sont pas certifiés organiques), vendus directement aux consommateurs ou à travers les marchés locaux. Alamar présente des niveaux de production élevés (et croissants) tout au long de l'année. Les écoles et hôpitaux locaux en profitent

également dans la mesure où ils reçoivent au moins 10 % des légumes produits. Tous les membres de la coopérative touchent un salaire mensuel beaucoup plus élevé que le salaire moyen d'un fonctionnaire.

Les cadres des *organopónicos* ont examiné une série de mesures incitatives visant à attirer d'autres membres, hommes et femmes telle qu'une journée de travail de 7 heures avec possibilités de formation scolaire. Cependant, ces efforts n'ont jamais été séparés de l'idée largement répandue selon laquelle, les hommes sont chargés de travailler hors du domicile et de gagner de l'argent alors que les femmes doivent s'occuper de la famille, sans aucune rémunération. Même si le système politique de Cuba garantit l'égalité entre tous les membres de la société, dans la plupart des régions, les femmes allient la charge de leur travail et les tâches ménagères alors que les hommes n'ont qu'un rôle marginal dans ce domaine.

## Nous n'étions pas vraiment égaux ...

L'estime et le respect de soi ont été les premiers objectifs des producteurs d'Alamar depuis 1997 et du fait que pratiquement un tiers des membres sont des femmes, nous avons décidé d'étudier de manière poussée les rôles des hommes et des femmes. Nous avons réalisé une évaluation approfondie, en examinant les outils spécifiques et en organisant également des entretiens. Nous avons organisé une série d'ateliers avec l'ensemble des membres de la coopérative, en insistant sur ce que nous espérons réaliser et en invitant tout le monde à participer. Des hommes et des femmes ont été placés dans des équipes séparées et invités à dresser la liste de leurs activités quotidiennes (voir Encadré 1) et les résultats ont été utilisés dans le cadre des discussions. Au cours d'un autre atelier, avec également des équipes séparées, nous avons demandé aux participants d'exprimer leurs besoins et objectifs et d'indiquer si, à leur avis, ces derniers sont valables aussi bien pour les hommes que pour les femmes (voir Encadré 2).

Résultats ne pouvaient être plus clairs ! Ils ont montré qu'en dépit de la rhétorique, notre *organopónico*, qui marchait bien, reproduisait exactement les clichés traditionnels des sociétés cubaine et latino-américaine dans lesquelles les femmes ont plus de responsabilités mais moins de pouvoir de décision. Comme prévu dans une société *machiste*, nos résultats ont montré que les hommes n'interviennent pas tellement dans les activités du ménage. Les femmes s'occupent de leurs enfants et participent parallèlement à toutes les activités de production.

## Activités quotidiennes

Heure	Activité	Femmes	Hommes
5:00 – 7:00	Préparer le petit déjeuner	x	
	Nourrir les animaux		x
	Apprêter les enfants	x	
7:00 – 12:00	Aller au travail	x	x
	Activités quotidiennes à Vivero Alamar	x	x
	Déjeuner	x	x
13:00 – 18:00	Activités quotidiennes à Vivero Alamar	x	x
	Aller chercher les enfants à l'école/ vérifier les devoirs	x	
18:00 – 23:00	Préparer le dîner	x	
	Dîner	x	x
	Etudier	x	
	Regarder la télé/Se reposer	x	x

## Besoins et attentes

Pour les hommes...

	Les hommes ont besoin de / veulent	Les femmes ont besoin de / veulent
Accroître les niveaux de production et les rendements	x	
Assurer un revenu	x	
Améliorer les aspects écologiques	x	x
Améliorer les options personnelles du travailleur en matière de formation	x	x
Rendre le travail plus efficient	x	
Améliorer les systèmes d'irrigation et la qualité des semences	x	
Améliorer les conditions de travail	x	x
Accroître le nombre des activités de loisirs	x	x

Pour les femmes...

	Les hommes ont besoin de / veulent	Les femmes ont besoin de / veulent
Accroître les niveaux de production et les rendements	x	x
Assurer un revenu	x	x
Protéger l'environnement	x	x
Avoir accès aux possibilités de formation		x
La sécurité sanitaire	x	x
Aider davantage à la maison		x
Avoir suffisamment accès à toutes les ressources	x	x
Participer à tous les processus de prise de décision		x
Accroître leur propre communication avec les enfants	x	x

Selon l'enquête, les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes ambitions. Les hommes ont difficilement reconnu que les femmes sont également intéressées par un plus grand rendement pour la coopérative alors que les femmes estiment que les hommes et les femmes ont, à cet égard, des besoins et objectifs similaires. Les femmes ont exprimé un besoin spécifique de formation complémentaire et un intérêt pour une participation plus active à la prise de décision à tous les niveaux.

A partir de janvier 2009, tous les résultats ont été présentés aux membres de la coopérative. Nous avons eu des discussions intéressantes sur ces résultats – particulièrement en ce qui concerne l'étude des inégalités. Plus important encore, l'équipe de gestion a pris au sérieux ces résultats. Il n'était pas possible d'obliger les hommes à jouer un rôle plus actif au foyer. Aussi, Vivero Alamar a-t-elle organisé une série de séminaires internes sur les questions de genre dans le but d'« institutionnaliser l'équité » au sein de la coopérative et d'aider tous les membres à atteindre leurs objectifs personnels. Nous avons proposé une formation complémentaire aux femmes, particulièrement sur les questions de production telles que la conservation des semences ou la lutte contre les ravageurs. Une attention particulière a été, depuis lors, accordée à la participation des femmes aux voyages d'échange, en tant que stagiaires mais aussi en tant que formatrices. Les femmes ont joué un rôle plus important en qualité de représentantes d'Alamar à divers « festivals d'innovation » ou « foires d'agrobiodiversité » organisés régulièrement à travers le pays. Cela a été très utile à toutes les parties concernées : certaines de nos travailleuses ont pu établir le contact avec des représentants d'autres organisations, échanger des semences et des idées. Vivero Alamar en a également constaté l'utilité car la participation des femmes aux discussions internes s'est considérablement accrue. Comme l'a déclaré Norma Romero, une des participantes les plus actives à ce projet : « cela nous a permis d'allier la formation à un échange d'idées ; de manière plus durable et avec emprise ».

Notre analyse a également révélé que de nombreuses femmes de la coopérative sont des mères célibataires qui ont des besoins et des préoccupations spécifiques que nous devons couvrir d'une manière ou d'une autre. Néanmoins, nous nous sommes rendu compte qu'il y a des rôles et responsabilités qui conviennent mieux aux femmes qu'aux hommes – et nous pourrions



Photo: UBPC Vivero Alamar

Les productrices jouent un rôle capital dans la coopérative

en faire bon usage. Une petite enquête menée auprès des consommateurs (ceux qui achètent nos produits à l'entrée de la coopérative) en a été la preuve : ils préfèrent les femmes comme vendeuses car elles sont plus sympathiques, beaucoup plus réactives et en savent plus sur la qualité des produits. Le fait d'accorder de l'attention à ces questions nous a permis de renforcer nos liens avec la population locale. Nous sommes, à présent, mieux placés pour exercer notre rôle de producteurs d'aliments sains et disponibles pour tous.

### Changements et continuité

Bien qu'elles représentent moins d'un tiers de notre population active (43 sur les 170 membres de la coopérative), nous sommes fiers que la moitié de nos exploitants soient des femmes (qui dirigent, par exemple, l'unité de commercialisation, le bureau du personnel et le service financier). Leur éléction à ces postes a été le résultat d'un processus démocratique dans lequel tous les membres ont été impliqués. C'était aussi, à coup sûr, le résultat de notre propre processus de réflexion et de notre reconnaissance de la contribution apportée par les femmes.

Reconnaissant les résultats positifs réalisés par les petites unités de production et la nécessité d'accroître davantage la production agricole sur l'île (particulièrement après l'impact dévastateur des ouragans Gustav et Ike en 2008), le gouvernement

cubain cède des terres à des individus ou groupes, dans l'espoir que ces unités seront gérées aussi efficacement que les *organopónicos* urbains. En commençant par les zones périurbaines (à environ 10 km des villes), de nombreuses opportunités visant à accroître les niveaux de production vont naître. Mais cela pose de nouveaux défis dans la mesure où, encore une fois, quelques rares producteurs auront l'expertise et les connaissances leur permettant de produire sur de petites parcelles.

Reconnaître le rôle actuel et virtuel des femmes ne fera que nous aider tous à atteindre nos objectifs. ■

**Francisco Dueñas, Dagmara Plana, Isis Salcines, Bárbara Benítez, Laura R. Medina et María E. Domini.** Instituto Nacional de Ciencias Agrícolas/ UBPC Vivero Alamar. Ave. No. 160, Esq. Parque Hanoi, Zona No. 6, Alamar, Municipio Habana del Este. Ciudad de La Habana, Cuba.

Contact : franko@inca.edu.cu

### Remerciements

*Nous remercions l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) et Welthungerhilfe Allemagne pour leur appui financier. Nous remercions également Lorena Aguilar qui travaille avec l'UICN au Costa Rica, ainsi que le Programa para la Innovación Agropecuaria Local (PIAL) qui est en cours d'exécution à Cuba. Nos remerciements vont également à tous les membres de notre coopérative pour leur aide et leur enthousiasme.*

## Nourricières et pourtant si pauvres...

Mariétou Dia

L'ONG Actionaid a célébré les 15 et 16 octobre 2009, la journée internationale de la femme rurale et la journée mondiale de l'Alimentation à Diossong, village de la région de Fatick, au Sénégal. Les participants (acteurs du monde rural, organisations communautaires de base, partenaires de Actionaid Sénégal) ont réfléchi sur le thème « Atteindre la sécurité alimentaire en temps de crise ». Ils ont plaidé en faveur d'un accès équitable des femmes à la terre et aux moyens de production.

Partout dans le monde, les femmes rurales jouent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire ainsi que dans le développement, la stabilité du monde rural et des pays en général. Et pourtant, leur statut ne leur permet souvent pas de jouir de droits fonciers ou d'accéder à des services vitaux comme le crédit, les intrants, la vulgarisation, la formation et l'éducation. Leur contribution, bien que vitale au sein de la société, est largement méconnue. La journée mondiale de la femme rurale a donc pour ambition de rappeler, au monde entier et aux dirigeants politiques, en particulier, la contribution de ces femmes rurales qui nourrissent le monde. Elle vise aussi à rappeler à la société, toute sa dette envers ces femmes et à rendre à ces dernières l'hommage qu'elles méritent.

### Une fois par an...

L'initiative de fêter la journée internationale des femmes rurales a été lancée par plusieurs Ong internationales à Beijing en 1995 lors de la 4ème conférence internationale de l'ONU sur les femmes. Elle a été adoptée comme célébration annuelle au sein des Nations Unies en 2008. Compte tenu de son engagement auprès des communautés défavorisées à assurer leur sécurité alimentaire en passant par le droit à l'alimentation et à la prise en compte des droits des femmes, Action Aid Sénégal, a tenu, à l'instar des autres organisations nationales et internationales, à fêter la journée de la femme rurale et celle de l'alimentation cette année à Diossong dans la région de Fatick, au Sénégal. Diossong a été choisi pour célébrer cet événement pour une raison historique (première zone d'intervention de Action Aid Sénégal), mais aussi grâce à la potentialité réelle de ses femmes rurales, leur dynamisme associé à des innovations orientées vers l'agriculture de manière spécifique et vers le développement en général.

### 80% de la nourriture produite par les femmes

Aujourd'hui, face à la crise, avec une accentuation sans précédent de la féminisation

de la pauvreté, les femmes rurales ont pu développer des logiques de sortie de crise (réseaux de solidarité et d'entraides, savoir-faire local) en relevant les nombreux défis auxquels elles sont confrontées. Et leur réussite repose justement sur leur capacité à surmonter des obstacles tangibles. Ces succès ont été obtenus grâce à leur créativité et à leur détermination. Pour rappel, les femmes rurales produisent 80% de la nourriture dans les pays qui souffrent de la faim et de la malnutrition. (Source FAO)

### Le droit à l'alimentation au Sénégal passera par la valorisation des exploitations familiales

L'agriculture, en tant que moteur de la croissance économique, demeure le pilier de l'économie rurale. Elle est la principale stratégie de sécurisation des moyens de subsistance des populations rurales. Face aux défis qui interpellent le monde rural et les femmes, il est important que les politiques de l'Etat répondent aux besoins des populations rurales. « Il est aujourd'hui nécessaire de donner plus de visibilité au travail des femmes par une meilleure prise en compte de leurs besoins et statuts dans les politiques agricoles pour assurer une sécurité alimentaire dans le monde rural. Nous ne pouvons plus accepter d'être des laissées pour compte. On doit nous restituer notre droit d'accéder à la terre et aux moyens de production tels que le crédit » a déclaré Ndiaye Diouf, du village de Diossong, qui dirige un groupement de plus de 80 femmes qui se sont organisées pour commercialiser elles-mêmes leur production d'arachide, tâche qui était auparavant confiée aux hommes.

### Un cadre législatif favorable mais si théorique

Pour rappel, le Sénégal a ratifié tous les textes et lois relatifs à la promotion de la femme et à l'égalité entre les sexes ainsi que la Déclaration de la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (2006) qui note l'accès équitable des femmes à la terre et aux ressources. Il a été aussi repris, dans

le préambule de sa Constitution de janvier 2001, les principes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dont le droit à l'accès équitable aux ressources dont la terre. En outre, le Sénégal a souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement dont les objectifs 1 et 3 sont de « réduire l'extrême pauvreté et la faim et promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ». Il a aussi ratifié le Protocole Additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatifs aux Droits des Femmes en Afrique qui, en son article 18, demande à tous les États d'éliminer toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et d'assurer la protection des droits de la femme comme stipulé dans les déclarations et conventions internationales.

Malgré cela, les femmes sénégalaises, en général, et les femmes rurales sénégalaises, en particulier, continuent d'être l'objet de discriminations et de violences de tout ordre. Par conséquent, il devient urgent que les politiques offrent aux productrices les moyens et les opportunités de se développer. Elles doivent être soucieuses de la parité entre les sexes et aider les femmes rurales à accéder aux ressources au même titre que les hommes. Elles doivent veiller à ce que la prise de décisions dans le secteur agricole prenne en considération les besoins et les perspectives des femmes en vue de promouvoir leur autonomisation en vertu des nombreux traités et conventions internationaux signés et ratifiés par le Sénégal. Mais aussi, l'Etat devra sécuriser les exploitations familiales et veiller à ce que les terres ne soient pas accaparées par une minorité d'individus pour des objectifs autres que ceux liés à la sécurité alimentaire respectueuse de l'environnement et des pauvres ■

Mariétou Dia  
Coordinatrice des Droits des Femmes  
ActionAid Sénégal  
Contact : debodia@yahoo.fr

## *La Déclaration Commune des organisations paysannes d'Afrique au G8 Agricole*

[http://www.europafrika.info/file\\_download/302/message+des+OP+au+G8+Avril+2009+FR.pdf](http://www.europafrika.info/file_download/302/message+des+OP+au+G8+Avril+2009+FR.pdf)

Le 14 et le 15 avril 2009 cinq réseaux sous-régionaux d'organisations paysannes africaines (EAFF, PROPAC, ROPPA, SACAU, UMAGRI) se sont rencontrés à Rome pour adopter une Déclaration Commune sur l'état de l'agriculture africaine et adressée au G8 Agricole qui a eu lieu dans la province de Tréviso di 18 au 20 avril 2009.

## *Les femmes et le droit foncier*

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y3495f/y3495f00.pdf>

Ce document pdf fait une synthèse des nombreuses études de cas et enquêtes effectuées par la FAO et d'autres organisations s'occupant du développement. Ces études montrent que les femmes ne bénéficient pas des mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la terre. Des études réalisées avec l'aide de la FAO au Brésil, au Burkina Faso, à Cuba, au Honduras, au Lesotho, au Nicaragua, en République dominicaine et au Sénégal montrent clairement que l'accès des femmes à la terre et à d'autres ressources productives est limité. Malgré les efforts faits pour protéger les droits des femmes, les obstacles juridiques, économiques et socioculturels demeurent.

## *La souveraineté alimentaire*

<http://www.fimarc.org/Souverainete.pdf>

Cette fiche traite du travail de la FIMARC et d'autres organisations paysannes et rurales qui ont beaucoup travaillé pour faire avancer le concept de souveraineté alimentaire qui est fondamental dans leur recherche d'autonomie des populations rurales. Il est fait référence à ce concept tout au long des fiches sur les produits agricoles et une définition en est faite pour faciliter la lecture et la compréhension.

## *APROVAG*

[http://aprovag.org/banane\\_ecologique.html](http://aprovag.org/banane_ecologique.html)

L'Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie (APROVAG) travaille depuis trois ans dans la promotion de la banane écologique au dépend la banane conventionnelle produite avec des intrants chimiques de synthèse afin de répondre non seulement au souci de protection de l'environnement et de la base productive (le sol) mais aussi offrir aux productrices banane, au nombre de 347, l'opportunité d'avoir accès à une part plus importante du marché national et international.

## *Prix pour la Créativité des Femmes en Milieu Rural*

<http://www.woman.ch/june09/>

## *women/1-introduction.php*

Depuis 1994, la Fondation Sommet Mondial des Femmes (WWSF) décerne annuellement le prix pour la créativité de la femme en milieu rural. À ce jour, 242 lauréates, à travers le monde, ont reçu un prix de US\$ 500. Chaque année, la Fondation reçoit des centaines de candidatures parmi lesquelles le jury retient une trentaine de personnes ou organisations manifestant une créativité, du leadership et un courage exceptionnels pour l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural.

## *Niger : les femmes ont reverdi le désert... pour les hommes*

<http://www.syfia.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=4735>

Cet article raconte l'histoire des Nigériennes qui ont trimé des années pour rendre leur fertilité aux terres arides de la région de Keita. Invoquant le droit coutumier, les hommes rentrés d'exode les en ont chassées et exploitent aujourd'hui ces bonnes terres. Un revers que le Projet de développement rural intégré, mis en œuvre par la FAO entre 1984 et 2000, n'avait visiblement pas prévu.

## *Femmes paysannes : la souveraineté alimentaire au quotidien*

<http://www.nyeleni.org/spip.php?article250>

Les femmes jouent un rôle très important dans l'agriculture. En Inde, au Mexique ou au Mali, elles sont les gardiennes de la diversité agricole et des savoirs traditionnels et paysans. A Nyéléni, au Mali, ces paysannes venues du monde entier ont pu se rencontrer, échanger et réfléchir ensemble à des moyens concrets pour s'affranchir de la discrimination qu'elles subissent. En effet, bien que les systèmes paysans -agricoles et sociaux- reposent en grande partie sur leurs savoirs qu'elles perpétuent, l'accès aux ressources leur est difficile.

## *Le nouveau Code de la famille, une grande avancée pour les femmes*

<http://www.genderafrica.org/index.php/Flash-info/Le-nouveau-Code-de-la-famille-une-grande-avancee-pour-les-femmes.html>

Le nouveau Code de la famille du Mali adopté le 4 août 2009 améliore le droit des femmes dans ce pays. Son application nécessite toutefois un engagement constant des autorités publiques, loin d'être acquis sur le long terme.

## *Genre et développement : Un potentiel occulté en Afrique*

<http://www.genreenaction.net/spip.php?article3443>

Dans cet article l'auteur rappelle que dans l'étude intitulée « L'Afrique peut-elle se prévaloir au 21ème siècle ? » (Banque Mondiale, 2000), il était clairement affirmé que

l'Afrique a d'énormes potentiels inexploités, qu'elle a des réserves de croissance enfouies en ses hommes au sens large, particulièrement en ses femmes qui, à l'heure actuelle, pouvaient plus de la moitié de la main d'œuvre de la région, mais n'ont pas égal accès à l'éducation et aux facteurs de production. Nous concluons que l'égalité des sexes peut être une force déterminante dans la réduction accélérée de la pauvreté en Afrique.

## *Courants de femmes, femmes et initiatives locales de développement*

<http://www.courantsdefemmes.org/>

Ce lien donne accès au site de « Courants de Femmes » qui est une association mixte à but non lucratif, créée en mai 2003 et subventionnée par l'association ENSAE Solidaire (soutien financier annuel) ainsi que par la Fondation de France (en 2003 pour le démarrage de l'action). L'objectif est d'aider les initiatives de développement ouest-africaines en faveur des femmes à travers un appui à la maîtrise de l'outil informatique et un soutien pour une plus grande visibilité et une meilleure mise en réseaux des acteurs. Courants de Femmes compte une cinquantaine de membres et plus de 100 associations africaines partenaires.

## *Les femmes et les outils agricoles*

<http://www.fao.org/ag/fr/magazine/9810/spot1.htm>

Une étude montre comment des outils agricoles de conception et de fabrication médiocres rendent encore plus dures les tâches des femmes rurales africaines. À l'aube du 16 octobre - Journée mondiale de l'alimentation - dans les pays en développement, des millions d'agricultrices prépareront le petit déjeuner de leur famille avant de se rendre dans les champs pour une autre journée de travail. Peu nombreuses sont celles qui auront entendu parler du thème retenu cette année par la FAO pour célébrer la Journée mondiale de l'alimentation: «les femmes nourrissent le monde». Mais toutes ne sont que trop conscientes - et les statistiques disponibles le confirment amplement - que le cliché selon lequel l'exploitant agricole est un homme est manifestement faux.

## *Femme rurale, une partenaire sûre pour le Développement*

<http://apedactchad.unblog.fr/2008/08/13/femme-rurale-une-partenaire-sure-pour-le-developpement/>

Cet article traite de l'importance de la femme rurale dans le développement. Il donne l'exemple des femmes rurales dans la région de Dar Tama à l'est du Tchad qui sont au cœur de toutes les activités économiques comme les travaux agricoles, l'élevage, la reproduction et la protection des enfants.



# BIBLIOGRAPHIE

## Renforcement des capacités des femmes rurales – Stratégie sous-régionale

Aysatou Ndiaye, UNIFEM, Avril 2006, [www.hubrural.org/IMG/pdf/Strategie\\_sous\\_r\\_gionale\\_version\\_de\\_travail\\_avril\\_2006\\_1.pdf](http://www.hubrural.org/IMG/pdf/Strategie_sous_r_gionale_version_de_travail_avril_2006_1.pdf)

Les systèmes de production agricoles des zones sahéliennes et soudaniennes, du fait de la baisse des isohyètes, n'ont plus l'efficacité permettant aux productions agricoles d'assurer la reproduction des exploitations familiales. Face à cette inefficacité, les ruraux développent des stratégies de survie par l'exode rural et l'émigration, le développement d'activités non agricoles et une plus forte implication des femmes dans la prise en charge des besoins alimentaires. L'analyse de l'économie des exploitations familiales dans ces zones montre que le complément vivrier assuré par la femme est inversement proportionnel à la couverture des besoins alimentaires réalisée à partir des champs communs. Plus l'exploitation familiale est pauvre, plus ce complément est important. Il décroît avec l'amélioration des capacités de couverture des besoins alimentaires.

## L'autre développement ; L'égalité des sexes en science et technologie

<http://web.idrc.ca/openbooks/791-4/>

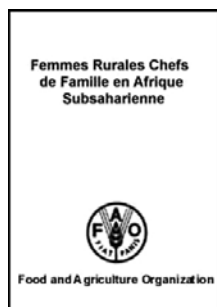
Dans ce livre qui fait date, le Groupe mandaté par les Nations Unies présente les politiques qui, selon lui, devraient être appliquées aux programmes nationaux de la science et de la technologie. Ces politiques visent à ouvrir aux femmes un accès à la science et à la technologie égal à celui des hommes et à leur en faire profiter autant qu'eux. Les politiques proposées s'appuient sur des essais rédigés par d'éminents savants et experts.

## Femmes rurales chefs de famille en Afrique Subsaharienne

<http://www.fao.org/docrep/x0237f/x0237f00.HTM>

Fatou Sow, Sociologue CNRS, Chercheur associé à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop, Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Etude réalisée sous l'égide du Service pour l'intégration des Femmes au Développement, Food and Agriculture Organization (FAO), Rome (Italie), Novembre 1995



Les tâches et les

responsabilités des femmes rurales sont multiples. Elles varient en fonction, notamment, de l'âge, de l'origine géographique, ethnique, sociale et de l'appartenance de classe. Elles vont de l'entretien matériel et moral de la famille à la participation à la production agricole, artisanale et aux activités de transformation, de commerce, etc. Cette contribution est reconnue, mais l'autorité familiale est d'abord masculine. Les femmes ne deviennent chefs de famille que dans des circonstances définies, lorsque les hommes font défaut. La main d'œuvre familiale et salariée leur est comptée sur leur propre exploitation, alors qu'elles servent de force de travail essentielle gratuite dans la production agricole africaine. Leur contribution est rarement évaluée en termes de travail, de temps et de valeur d'échange.

Comment vivre et survivre comme femmes chefs de famille dans un contexte durci par les crises économiques et politiques qui secouent l'Afrique subsaharienne? Les contraintes qu'elles rencontrent, comme chefs de famille, sont principalement celles liées à la culture et à l'économie.

## Une voie pour sortir de la pauvreté : Développer l'entrepreneuriat rural et féminin

[http://www.unido.org/fileadmin/import/19876\\_Path\\_Out\\_of\\_Poverty\\_F.pdf](http://www.unido.org/fileadmin/import/19876_Path_Out_of_Poverty_F.pdf)

Cette brochure décrit le programme de l'ONUDI pour le développement de l'Entrepreneuriat rural et féminin (ERF), qui relève du Service des petites et moyennes entreprises. En tant que contribution fondamentale de l'ONUDI à la réduction de la pauvreté, ce programme soutient les habitants des zones rurales, et principalement les femmes, dans leur aspiration à manifester leur esprit d'entreprise.

Les habitants des zones périphériques rurales, notamment les femmes, portent le fardeau de la pauvreté du monde, surtout dans les pays les moins développés et les pays d'Afrique subsaharienne. Il est indispensable de mobiliser la productivité potentielle des habitants des campagnes, en particulier celle des femmes, si l'on veut parvenir à une croissance économique forte qui les sortira de la pauvreté. Le Programme ERF s'est ainsi fixé pour objectif de promouvoir un climat favorable aux affaires et de mettre en place les capacités institutionnelles et humaines susceptibles d'encourager et de soutenir l'esprit d'entreprise des populations rurales et des femmes.

## Justice de genre, citoyenneté et développement

Sous la direction de Maitrayee Mukhopadhyay et Navsharan Singh, Presses de l'Université Laval/l'Harmattan/CRDI 2009 ISBN 978-2-7637-8606-3



Cet ouvrage présente des études menées en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, précédées d'un chapitre

liminaire qui relie la réflexion actuelle sur la justice sexospécifique aux débats sur la participation citoyenne, les droits, la loi et le développement. Le dernier chapitre inscrit la justice sexospécifique, la participation citoyenne et les droits dans le débat qui a cours actuellement dans le domaine du développement et qui porte sur les moyens à prendre pour atténuer la pauvreté et remédier à l'exclusion sociale. Le livre réunit les perspectives d'éminentes chercheuses féministes de plusieurs disciplines, dont la sociologie, les sciences politiques et les études juridiques, et, ce faisant, apporte un nouvel éclairage tant pour les activités de plaidoyer que pour la recherche.

## Cultiver de meilleures villes

Luc J.A. Mougeot, CRDI 2006, ISBN 1-55250-227-9 e-ISBN 1-55250-243-0, 136 p.



Les Nations Unies estiment qu'au cours des 25 prochaines années, la quasi-totalité de la croissance démographique se produira dans les villes des pays en développement. Si la tendance actuelle se maintient, 60 % de la population de

la planète vivra en milieu urbain d'ici à 2030. Dans la grande ville, où la plus grande partie du revenu sert à s'alimenter pour survivre, pouvoir se procurer des aliments sans devoir les acheter représente un atout. C'est pourquoi de plus en plus de gens tentent de cultiver un peu de nourriture afin de suppléer à une alimentation déficiente et à de maigres revenus. Or,

les municipalités considèrent trop souvent l'agriculture urbaine comme un problème à éradiquer plutôt que comme un outil pouvant concourir à assurer la viabilité de la ville et de son environnement.

Le présent ouvrage examine les recherches que le CRDI et ses partenaires, dont des gouvernements locaux, ont entreprises sur des questions entourant l'agriculture urbaine, en s'intéressant en particulier à l'influence que la recherche a exercée sur les politiques. Il y est fait état de l'implantation, en Afrique et en Amérique latine, de réseaux de villes voués à favoriser l'agriculture urbaine et à améliorer le sort des producteurs urbains. Il renferme par ailleurs des recommandations précises pour aider les responsables des politiques de tous les échelons à permettre à l'agriculture urbaine de donner sa pleine mesure.

### Genre et sociétés en Afrique : Implications pour le développement

Thérèse Loco, Koffi Nguessan, Makinwa Adebuseye ; ISBN-10: 2733201603 INED, décembre 2007



Au-delà des différences biologiques qui caractérisent chaque sexe, les inégalités de statut entre hommes et femmes et les rapports qui en découlent ont un caractère socialement construit, c'est ce qu'exprime le concept de « genre ».

Chaque société structure un système de genre, c'est-à-dire un ensemble de normes, de croyances, de connaissances sélectives qui vont guider les comportements sexués, imposer des rôles, valoriser certaines attitudes et en condamner d'autres. La problématique du développement des pays du Sud est progressivement passée d'une vue misérabiliste de la « condition des femmes » à une approche qui place la dynamique des rapports sexués au cœur de la réflexion. Connaître ces dynamiques, leurs interférences avec les évolutions en cours et notamment les moyens de renforcer le pouvoir de décision des femmes (empowerment) est une priorité stratégique pour le développement. En Afrique, les recherches de projets intégrant le genre, encore très rares, restent un énorme chantier. Cet

ouvrage fait un bilan des connaissances sur les rapports de genre tels qu'ils s'expriment dans l'histoire des sociétés, les institutions, la production économique et dans les comportements vis-à-vis de la santé, du mariage et de la constitution de la famille. Pour la première fois, des synthèses sur les inégalités de santé dans l'enfance et sur la nuptialité pour l'ensemble de l'Afrique, y sont présentées. Démographie et statistique ont une place centrale, mais les approches qualitatives et les contributions d'historiens, d'économistes et de sociologues apportent l'enrichissement d'une vision multidisciplinaire sur les questions de genre dans les sociétés africaines.



### Les femmes et l'économie solidaire

Isabelle Guérin, *La Découverte*, 13 février 2003, ISBN-10: 2707139416

Procédant à une précieuse synthèse des débats sur la question du genre et des inégalités entre

les sexes, tirant les leçons de multiples expériences menées dans le monde et s'appuyant plus particulièrement sur des enquêtes approfondies conduites en France et au Sénégal, cet ouvrage analyse les vastes potentialités offertes par les nouvelles formes de l'entrepreneuriat collectif. D'une écriture limpide, il intéressera un large public acteurs de terrain, étudiants, chercheurs et citoyens concernés par la question de la justice et, plus particulièrement, les militant(e)s du monde associatif qui s'interrogent sur la spécificité du rôle des femmes.

### L'aide fatale : Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique

Dambisa Moyo (Auteur), André Zavriew (Traduction), Jean-Claude Lattès (16 septembre 2009), ISBN-10: 2709633604

Dans ce livre provocateur et implacablement documenté, Dambisa Moyo affirme que l'assistance financière a été et continue d'être, pour une grande partie du monde en développement, un total désastre sur le plan économique, politique et humanitaire. Entre 1970 et 1988, quand le flux de l'aide à l'Afrique était à son maximum, le taux de pauvreté des populations s'est

accru de façon stupéfiante: il est passé de 11% à 66%. Pourquoi? Adressée directement aux gouvernements, l'aide est facile à subtiliser, elle encourage la corruption à grande échelle et fragilise le pouvoir, objet des plus vives convoitises. Plus grave encore, l'aide sape l'épargne, les investissements locaux, la mise en place d'un vrai système bancaire et l'esprit d'entreprise. Dambisa Moyo propose une série de mesures souvent assez radicales pour sortir de cette spirale. On comprend pourquoi son livre a suscité de si vives réactions et débats au Nord comme au Sud et au cœur des institutions financières nationales et internationales.

### Impact de la riziculture de bas-fonds sur la réduction de la pauvreté des femmes rurales de la région de Sikasso : cas des villages de Sola (Cercle de Bougouni) et de Ouatialy (Cercle de Kadiolo)

<http://www.warda.org/workshop/RicePolicy/Sidibe.A/Sidibe.A.Mali.Paper.pdf>

Cette étude porte sur l'utilisation des ressources productives (la terre, la main d'œuvre, les intrants et équipements agricoles) par les femmes, les contraintes de production et de commercialisation et l'impact de la riziculture de bas-fond sur le revenu et sur les différents indicateurs de pauvreté des femmes.



### Vers un marché commun africain pour les produits agricoles

[http://www.europafrika.info/fr/document/vers-un-marche-commun-africain-pour-les-produits-agricoles-fao-2008;](http://www.europafrika.info/fr/document/vers-un-marche-commun-africain-pour-les-produits-agricoles-fao-2008)

FAO, 2008

La présente publication est la deuxième d'une série consacrée aux politiques axées sur les produits agricoles est a été menée dans le cadre d'un projet Union africaine/FAO visant à entreprendre une analyse de faisabilité de la création d'un Marché commun africain pour les produits agricoles. L'étude examine les principaux problèmes juridiques et économiques qu'implique la création d'un Marché commun pour les produits agricoles (MCPA).

## La parole à

## ...Wolimata Thiaw

**M**on nom est Wolimata Thiaw, j'ai 57 ans. Je suis mariée, j'ai des enfants et même des petits-enfants dont le plus âgé a 25 ans. Je suis la présidente du groupe des femmes de Popenguine pour la protection de la nature (COPRONAT). J'habite à 71 km de Dakar, la capitale du Sénégal.

Nous, les femmes, avons un rôle important à jouer dans la sécurité alimentaire, et cela commence dans nos maisons ! Nous ne pouvons plus continuer à consommer les produits importés. Les habitudes alimentaires de nos familles doivent changer et ce changement ne peut venir que de nous. Tous nos plats sont à base de riz alors qu'il existe des mets délicieux que l'on peut préparer avec du maïs, du fonio ou du niébé. Et tous ces produits sont cultivés au Sénégal, ils sont donc plus accessibles,

moins coûteux et préservent la santé de nos enfants. Nous n'avons pas besoin d'usines pour cela, juste de créativité.

A Popenguine, la terre coûte maintenant très chère à cause de la spéculation foncière, les femmes ont peu de chance d'y accéder. Pour contourner cet obstacle, on devrait les encourager à pratiquer les cultures de table. Les femmes peuvent ainsi cultiver suffisamment de légumes pour nourrir leur famille et même vendre au marché.

Le gouvernement, au lieu de son programme GOANA (Grande Offensive pour la Nourriture et l'Abondance) qui a connu un échec, peut initier un projet « une femme, 5 tables ! » et promouvoir ainsi une autre forme d'agriculture familiale. Nous pouvons fabriquer les tables



Photo: Mouhammadou Lamme Seck

en utilisant des matériaux autres que le bois. Nous pouvons fabriquer notre propre compost en recyclant les ordures ménagères et avoir de l'engrais vert.

Nous faisons beaucoup de choses dans nos maisons, choses que l'on pourrait vulgariser et qui peuvent servir à mettre en place des projets utiles et qui garantissent la durabilité.

35

## Référence

## Déclaration de NYÉLÉNI

**N**yéleni a donné son nom au Forum pour la souveraineté alimentaire qui s'est tenu à Sélingué au Mali. Nyéleni est une paysanne malienne devenue légendaire pour avoir été une grande agricultrice et avoir ainsi nourri les siens - elle incarne la souveraineté alimentaire de par son travail, sa capacité d'innovation et son attention aux autres. Le Forum a regroupé des paysans, pasteurs, pêcheurs, peuples indigènes, travailleurs migrants, femmes et jeunes producteurs et productrices d'aliments, prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Une déclaration finale dont l'extrait ci-dessous a résulté du forum après quatre jours de réflexions et de partages

### 27 février 2007, Village de Nyéleni, Sélingué, Mali,

Nous, plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs

nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains, nous nous sommes réunis dans le village de Nyéleni à Sélingué, au Mali, afin de renforcer le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. [...] La plupart d'entre nous sommes producteurs et productrices alimentaires et sommes prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Notre patrimoine, en tant que producteurs alimentaires, est crucial pour l'avenir de l'humanité. Cela vaut particulièrement pour les femmes et les peuples indigènes, créateurs historiques de savoirs alimentaires et agricoles, qui sont sous-estimés.

Cependant, ce patrimoine et nos capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance se voient menacés, sapés, par le néolibéralisme et le capitalisme mondial. La souveraineté alimentaire nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer notre savoir et capacité de production alimentaire. La

souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. [...]

### Contre quoi nous battons-nous ?

L'impérialisme, le néolibéralisme, le néocolonialisme et le patriarcat ainsi que tous les systèmes qui appauvrissent la vie, les ressources et les écosystèmes mais aussi leurs promoteurs, tels que les institutions financières internationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre-échange, les multinationales et les gouvernements ennemis des peuples. [...]

Pour lire la déclaration en intégralité :

[http://www.world-governance.org/IMG/pdf\\_0072\\_Declaration\\_of\\_Nyeleni\\_-FRE-2.pdf](http://www.world-governance.org/IMG/pdf_0072_Declaration_of_Nyeleni_-FRE-2.pdf)

## Déceptions suite au sommet de la FAO

La FAO, en organisant le Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire (16-18 novembre 2009), espérait un engagement de 44 milliards de dollars par an d'aide à l'agriculture dans le monde. Son directeur général, Monsieur Jacques Diouf, voulait aussi que la communauté internationale s'engage à tout faire pour éradiquer la malnutrition d'ici 2025.

Une large palette de moyens de communication avait été mobilisée pour sensibiliser l'opinion et influencer les décideurs : signature d'une pétition en ligne, journée de jeûne en solidarité aux victimes de la faim. Cela a eu le mérite de placer ce sommet, a priori occulté par celui de Stockholm, au cœur de l'actualité et des débats publics à l'échelle du globe.

Même si le Sommet a abouti à une déclaration finale, aucun de ses autres objectifs n'a été atteint, comme en témoigne ce commentaire de Jacques Diouf : « Je ne suis pas satisfait du fait qu'il n'y a[il] pas [eu] d'engagement quant à la date, au montant et aux conditions » [des promesses d'aides].<sup>1</sup> Il n'y a même pas eu de consensus sur la date butoir de 2025.

De plus, aucun chef d'état des pays du G8, à l'exception de Silvio Berlusconi, chef de l'état italien, pays hôte, n'a participé à ce sommet. Pour Via Campesina, ce fait témoigne de l'absence totale de volonté politique de la part des chefs des pays du G8 de s'attaquer à la crise alimentaire<sup>1</sup>. Le mouvement international de paysans constate qu'aucune mesure concrète n'a été prise pour éradiquer la faim, arrêter la spéculation sur l'alimentation ou arrêter l'expansion des agrocarburants. Elle affirme aussi que ce sommet n'a permis d'obtenir aucune mesure pour freiner les effets dévastateurs de l'agriculture industrielle ou pour soutenir l'agriculture paysanne<sup>3</sup>.

La Via Campesina considère qu'il est temps que les institutions comme la Banque Mondiale, l'OMC et le FMI reconnaissent leurs énormes échecs et laissent à d'autres le soin de poursuivre la tâche. Le mouvement estime que lui et de nombreux autres mouvements sociaux et ONG proposent des solutions et sont les acteurs de ce processus de changement crucial, et ensemble, avec ces autres organisations exigent des gouvernements qu'ils acceptent leur pleine

participation à la définition des politiques et attendent d'eux qu'ils soutiennent pleinement ce processus. De plus, La Via Campesina est d'avis que les gouvernements doivent s'engager à mettre en œuvre des politiques efficaces pour éradiquer la faim dans les différentes sociétés le plus rapidement possible.

D'autres organisations de la société civile n'ont pas manqué de souligner leur déception, ainsi, pour ActionAid, « le sommet de la FAO n'a pas réussi à parvenir à une quelconque percée importante. Les dirigeants du G8 ne se sont même pas dérangés ». Pour Gawain Kripke, porte-parole d'Oxfam ; « le résultat n'est pas à la hauteur du problème, avec un milliard de personnes qui souffrent de la faim ». Elle a relevé, elle aussi, que « l'absence quasi totale de dirigeants des pays riches a envoyé un mauvais signal dès le début du sommet ». (...) Le porte-parole de Médecins du monde a lui affirmé qu'« une fois de plus, la communauté internationale ne prend aucun engagement dans la lutte contre la malnutrition des enfants »<sup>4</sup>.

Une synthèse de Aissatou Tounkara

<sup>1</sup>Dépêche de l'AFP du 17 novembre 2009 : « A Rome, la FAO veut «éradiquer la faim dans le monde» sans se fixer de délai » citée par le Courrier international (<http://www.courrierinternational.com/depeche/news/m/mmd.6914d856f247b2955a106cebe9489377.151.xml>)

<sup>2</sup>Communiqué de presse de La Via Campesina du 18 novembre 2009, Source : [http://www.viacampesina.org/main\\_fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=461&Itemid=1](http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=461&Itemid=1)

<sup>3</sup>Ibidem

<sup>4</sup>La quasi-totalité de ce paragraphe a été extraite de l'article intitulé : « FAO : un sommet contre la faim décevant » publié par LESINFOS.COM (<http://lesinfos.com/2009/11/19/fao-un-sommet-contre-la-faim-decevant>)

## Sénégal : naissance du Réseau pour la Promotion d'une Agriculture Durable

11 novembre, 2009, Thiès, Sénégal

Les bases d'un réseau sénégalais sur l'agriculture durable ont été jetées le mercredi 11 novembre 2009 lors d'un atelier de réflexion qui s'est tenu à Thiès, à 70 km de la capitale sénégalaise. L'idée de la création de ce réseau a germé au mois de juillet 2009 à l'occasion d'une réunion d'évaluation du magazine AGRIDAPE qui avait réuni des représentants des différents groupes de lecteurs (institutions, chercheurs, agents de développement, paysans, organisations paysannes, organisations de la société civile, journalistes...).

La rencontre de Thiès, qui a aussi été représentative, a permis aux participants de partager leur vision sur la mission, les objectifs et les stratégies du réseau. Ils ont également retenu les axes majeurs d'un plan d'action pour l'année 2010. Ainsi, la réflexion a abouti à la mise en place d'un réseau national qui devrait favoriser les échanges, le partage d'informations et d'expériences, et une meilleure synergie entre les acteurs sénégalais de l'agricul-



Photo: REPAD

ture durable avec pour ambition de développer un plaidoyer pour la promotion de l'agriculture durable au Sénégal.

Le nom choisi pour le réseau est : « Réseau pour la Promotion d'une Agriculture Durable ». Un Comité National de Pilotage

comprenant quatre membres a été désigné pour démarrer les premières activités de cette nouvelle organisation.

Bon vent au « Réseau pour la Promotion d'une Agriculture Durable » !

## La radio et la vidéo, chemins du renouveau de l'agriculture africaine

Deux tiers des femmes rurales appliquent de manière créative les idées véhiculées dans les vidéos portant sur les techniques de transformation des aliments, comparativement à 20 pour cent pour celles qui ont pris part à des ateliers de formation

Les média conventionnels, radio et télévision, sont les outils les plus puissants et les plus appropriés pour les innovations et la transformation agricoles en Afrique qu'on ne le croit généralement. C'est ce que révèle une étude publiée dans l'édition de juin de *l'International Journal of Agricultural Sustainability*.

L'étude initiée par le Centre du riz pour l'Afrique et l'Université d'Abomey Calavi du Bénin a trouvé que la puissance des programmes de radio et vidéo n'est pas reconnue et appréciée à sa juste valeur par les décideurs politiques africains, ce qui étouffe le potentiel de ces média à enclencher les innovations en milieu paysan.

Intitulé «*la puissance de la vidéo à susciter les innovations : transformation du riz dans le centre du Bénin*», l'étude a examiné les impacts des vidéos didactiques relatant les démonstrations des premiers paysans sur l'utilisation des nouvelles technologies et techniques. L'étude a constaté que lorsque les femmes ont visionné des vidéos sur des collègues paysans, elles font montre

d'un meilleur apprentissage et compréhension de la technologie et appliquent de manière créative son concept de base.

Tirant les enseignements d'une initiative d'apprentissage rural similaire entreprise au Bangladesh, le Centre du riz pour l'Afrique, en collaboration avec plusieurs partenaires, utilise des vidéos en langues locales pour former les paysans sur diverses facettes de la production et transformation du riz au Bénin, en Ethiopie, en Gambie, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal, parmi bien d'autres pays.

A la fin de l'année dernière, les vidéos sur le riz étaient traduites en 20 langues africaines et utilisées par plus de 400 organisations communautaires d'Afrique pour le renforcement de leur capacité en technologies rizicoles.

Les vidéos, qui sont diffusées à travers des cars de cinéma mobile ou des organisations locales, ont été visionnées par environ 130.000 paysans à travers l'Afrique, contribuant ainsi à susciter leur créativité.

Elles ont atteint trois fois plus de paysans que les ateliers traditionnels de formation.

Dans plusieurs pays, des organisations partenaires combinent les vidéos avec des programmes de radio pour renforcer les leçons et connaissances. En Guinée, une station de radio, « Radio Guinée Maritime » a diffusé des interviews avec des paysans impliqués dans ce programme en couvrant plus de 800 000 auditeurs, une expérience qui a été transposée en Gambie, au Nigeria et pour les réfugiés du Nord de l'Ouganda.

Pour effectivement tirer bénéfice du potentiel des technologies de la radio et de la vidéo en Afrique, l'étude recommande d'élargir l'horizon habituel des innovations au delà des systèmes traditionnels de recherche et vulgarisation pour couvrir aussi les innovations locales en milieu paysan. "Les innovations locales reflètent mieux les réalités que les techniques externes," concluent les auteurs de l'étude.

Pour plus d'informations, consultez le site du CGIAR: [www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)

37

## La récupération des terres « dégradées » offre un nouvel espoir à des paysannes marginalisées en Afrique de l'Ouest

L'Institut international de recherches sur les cultures dans les zones tropicales semi-arides (ICRISAT) a développé une technique novatrice de récupération des champs de cultures très dégradés et abandonnés, les ramenant avec succès à une bonne productivité agricole.

Les terres récupérées ont été allouées à des femmes nécessiteuses et marginalisées, leur permettant de retrouver leurs droits socio-économiques et de gagner leur vie à travers l'agriculture.

Au Niger, la pression démographique a progressivement conduit à la formation de très petites exploitations agricoles dont les droits de propriété et d'exploitation sont généralement entre les mains des hommes. Ceci a eu pour effet de « pousser » les femmes hors des champs, les laissant sans ressources pour s'occuper décemment de leurs familles et de gagner des revenus.

En 2004, le gouvernement du Niger a mis en application un Code Rural dans le but de régler l'accès et l'utilisation de la terre et d'autres ressources naturelles. La détention de la terre est assujettie à une multitude de lois disparates relevant tantôt du domaine coutumier, tantôt de la loi islamique en passant par le code civil. Cependant, la tendance initiale montre que très souvent les terres qui sont attribuées aux femmes sont parmi les moins productives et sont souvent abandonnées.

L'ICRISAT développe une gamme variée de techniques pour aider les femmes nigériennes à transformer leurs terres dénudées, improductives et encroûtées en des champs fertiles. Ces techniques offrent une approche intégrée pour la production alimentaire comprenant notamment la reconstitution de la fertilité des terres dégradées, la gestion de l'eau et la récupération intégrale des terres par l'utilisation d'espèces d'arbres résistants à la sécheresse.

Les chercheurs de l'ICRISAT ont initié les femmes à la création d'un environnement favorable à la plantation d'arbres assurant un enracinement effectif : ils les ont aussi initiées à la gestion des sols dans le but d'éviter l'engorgement en eau des sols. Les paysans de leur côté ont été initiés à la collecte des eaux de pluie sur les champs par l'utilisation d'ouvrages de collecte d'eau ou des trous de plantation plus connus sous le nom de trous zaï qui permettent de garder de l'eau sur de longues périodes après la pluie. Les trous zaï conservent aussi le sol et le compost contribuant ainsi à la croissance des essences d'arbres fruitiers et légumineux localement adaptées, à enracinement profond et à forte valeur nutritive comme la Pomme du Sahel, le *Ziziphus Mauritania*, et le *Moringa*, *Moringa stenopetala*.

Pour plus d'informations, consultez les sites suivants : [www.icrisat.org](http://www.icrisat.org) , [www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)

## Copenhague 2009 : « le sommet de la dernière chance »

**D**u 7 au 18 décembre 2009, se tient à Copenhague, capitale du Danemark, un sommet, sous l'égide de l'ONU, qui réunit près de 200 pays. Ces pays devront mener à Copenhague des négociations sur les nouvelles mesures à adopter pour lutter contre le changement climatique. Ces mesures devront déboucher sur un accord international de lutte contre le réchauffement climatique qui consacrera l'après-protocole de Kyoto<sup>1</sup>.

En effet, les engagements du protocole de Kyoto, programme international de lutte contre le changement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre, négocié en 1997 et ratifié par 175 pays (à l'exception des Etats-Unis), prennent fin au début de l'année 2013. Les signataires de cet accord devraient avoir réduit en 2012 leurs émissions de gaz à effet de serre d'environ 5%, par rapport aux émissions répertoriées en 1990. Le premier objectif du Sommet de Copenhague est donc de donner suite au traité de Kyoto par un nouvel accord international et de permettre de définir des objectifs de réduction des émissions de ces gaz pour la période 2013-2017. Le sommet de Copenhague a été qualifié de « plus important que Yalta »<sup>2</sup>. Plusieurs ONG telles que Greenpeace et le WWF, mais aussi la Fondation Nicolas Hulot, participent à la mobilisation internationale pour obtenir

lors du Sommet de Copenhague un accord à la hauteur de l'«urgence» climatique actuelle<sup>3</sup>.

Cependant, nombre d'observateurs sont d'avis que ce sommet n'aboutira à rien. Certains parlent même d'«un grand bluff »<sup>4</sup>. Pour Ali Haïdar, président de l'Océanium, association de protection de l'environnement basée à Dakar (Sénégal), «le sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague [...] ne servira à rien au Sénégal comme aux autres pays sous-développés »<sup>5</sup>.

Selon l'écrivain et militant américain Bill McKibben « la conférence [de Kyoto] semblait vouée à l'échec jusqu'à ce qu'Al Gore intervienne et demande aux négociateurs américains de "faire preuve de flexibilité". Ce fut la touche suffisante pour parvenir laborieusement à une conclusion - l'ultime délai de minuit passa, et le lendemain nous étions tous chassés de la salle pour laisser la place à un séminaire de biologie moléculaire. Personne n'avait assez d'énergie pour faire autre chose qu'applaudir faiblement le document final, que le Sénat américain ne songea ensuite même pas à ratifier. Cette fois, la délégation américaine sera dirigée par un politicien de carrière, Todd Stern. Et peut-être par Hillary Clinton. Et peut-être même par Barack Obama. Et cette fois, ce n'est cependant pas la division

Etats-Unis - Europe qui sera le plus grand défi, loin de là. Cette fois, le monde en développement a ses propres exigences et il sera donc beaucoup plus difficile de parvenir à un accord à Copenhague que ça n'avait été le cas à Kyoto. Car le monde en développement aimerait... se développer ! Et le moyen le plus évident pour lui d'y parvenir, c'est de brûler du charbon. Et il a un argument moral imparable : vous êtes devenus riches en brûlant du charbon, pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant ? »<sup>6</sup>.

Barack Obama a confirmé sa participation au Sommet de Copenhague. Il y annoncera l'engagement de Washington de baisser de 18% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2025 par rapport à 1990 et de 32% d'ici 2030. L'Union Européenne s'est engagée sur une baisse de 20% par rapport à 1990. Les Nations unies se sont réjouies de la venue de Barack Obama et ont exhorté les pays industrialisés à davantage d'efforts en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La plupart des pays participants ont renoncé à l'espoir de parvenir, à Copenhague, à un traité énonçant des objectifs contraignants sur la réduction des émissions de GES et l'aide aux pays pauvres mais ils espèrent pouvoir en attendant conclure un accord politique.

38

1 Source : <http://www.gralon.net/articles/commerce-et-societe/industrie/article-le-sommet-de-copenhague---presentation-et-enjeux-3223.htm#presentation>

2 <http://www.hyposblog.info/2009/11/copenhague-2009-un-sommet-plus.html>

3 <http://www.gralon.net/articles/commerce-et-societe/industrie/article-le-sommet-de-copenhague---presentation-et-enjeux-3223.htm#presentation>

4 <http://energie.leexpansion.com/articles/climat/2009/06/Sommet-de-Copenhague--le-grand-bluff/>

5 «Le sommet de Copenhague n'a aucune utilité pour les pays en voie de développement », Sud Quotidien : [http://www.sudonline.sn/spip.php/plugins/forms\\_et\\_tables\\_1\\_9\\_1/img\\_pack/local/cache-vignettes/L224xH96/images/dist/flash/spip.php?article21197](http://www.sudonline.sn/spip.php/plugins/forms_et_tables_1_9_1/img_pack/local/cache-vignettes/L224xH96/images/dist/flash/spip.php?article21197)

6 Copenhague 2009 : « Un sommet plus important que Yalta » : <http://www.courrierinternational.com/article/2009/11/19/un-sommet-plus-important-que-yalta>

## AGENDA

### Conférence Mondiale sur la Recherche Agricole pour le Développement

**28 au 31 mars 2010, Le Corum, Montpellier**

La ville de Montpellier accueillera au printemps 2010 la 1ère Consultation Mondiale sur la Recherche Agricole pour le Développement (GCARD). Cette conférence, qui sera organisée ensuite tous les deux ans, se veut une grande consultation multi-acteurs ayant pour objectif de discuter des stratégies de programmation de la Recherche Agricole pour le Développement et de les articuler entre elles, en mobilisant les principales parties prenantes partenaires du système de Recherche Agricole International.

La GCARD représente une opportunité unique de faire connaître les atouts du pôle de recherche régional à tous les décideurs présents (centres de recherche du Sud et internationaux, bailleurs de la recherche pour le Sud, représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de fondations, etc.) et également d'influer sur la construction des futurs possibles et des choix nécessaires pour y parvenir.

La mobilisation des partenaires et l'organisation de cette conférence sont confiées au GFAR (*Global Forum for Agricultural Research*). La responsabilité du Comité Local d'Organisation a été confiée à Agropolis International en la personne d'Yves Savidan.

**Pour plus d'informations, vous pouvez contacter**  
Yves Savidan, Contact : [yves.savidan@agropolis.fr](mailto:yves.savidan@agropolis.fr)

# En route vers l'autonomie en semences en Afrique de l'Ouest

La foire sous régionale des semences paysannes à Djimini au Sénégal 2009 en images.

Durée : 30 min - Langue : Principalement Français

En mars 2009, s'est tenue la 2<sup>ème</sup> foire sous régionale des semences paysannes organisée par l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP).

Des paysans venus de Gambie, Togo, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mali, Niger, Bénin Togo et même de France se sont réunis pour échanger autour de l'importance de conserver et d'échanger les variétés paysannes et leurs savoirs associés.

Dans une région traversée par des crises alimentaires fortes, des paysans font le pari que leur agriculture paysanne, familiale peut les nourrir, alors qu'ils subissent l'offensive d'une nouvelle révolution verte encourageant l'agriculture industrielle avide en ressources en terre et en eau, et promouvant la privatisation des semences.

Les paysans s'organisent contre le projet agro-industriel et défendent leur agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement et garante d'une alimentation saine et de qualité. Ils savent que pour cela ils doivent commencer par conserver leurs semences, des variétés locales adaptées à leur terroir, libres d'utilisation.

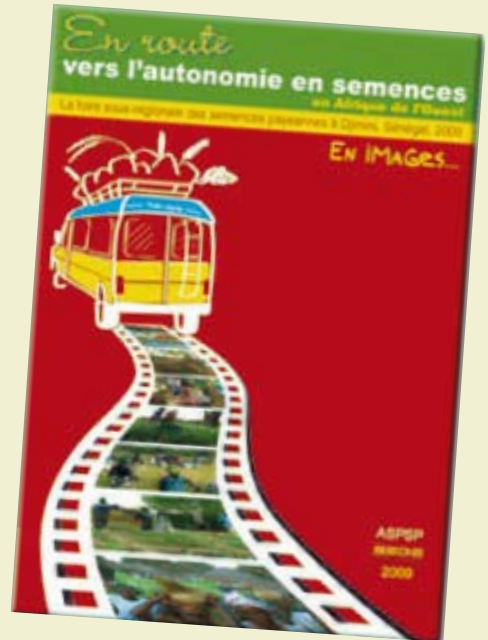
Ce film est un recueil de témoignages qui apporte un autre regard sur les semences, la sélection et montre que les paysans ont souvent entre leurs mains une diversité de savoirs et de semences garants de systèmes alimentaires sains et autonomes.

Bonus du DVD:  
Caravane des semences paysannes (32 min), Quel riz pour l'Afrique ? (13 min), Privatisation des semences et droits des agriculteurs (12 min), Consommer local pour valoriser la biodiversité cultivée (6 min), Techniques agroécologiques à expérimenter (20 min).

Réalisé par Anne Berson dans la collaboration ASPSP - BEDE.

Prix 10 euros – 3000 FCFA

Point de diffusion :  
France et Afrique de l'Ouest :  
BEDE, secretariat@bede-asso.org  
- 0033 4 67 65 45 12 -  
www.bede-asso.org  
Contact : Afrique de l'Ouest,  
Centre Mamou, fallpapamaissa@yahoo.fr  
- 00221 77 544 76 33-



39

# Journal de la foire sous-régionale des semences paysannes à Djimini au Sénégal en 2009

Articles sur les ateliers et événements pendant et autour de la foire : visions des semences et de l'agriculture agro-écologique, privatisation des semences, foncier et agrocarburants, agroécologie

ASPSP – BEDE – Centre Mamou.

Point de diffusion :  
France et Afrique de l'Ouest : BEDE, secretariat@bede-asso.org - 0033 4 67 65 45 12  
Afrique de l'Ouest : Centre Mamou, fallpapamaissa@yahoo.fr - 00221 77 544 76 33



# LEISA devient « AgriCultures »

A l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire d'ILEIA, le 15 décembre 2009, LEISA deviendra le réseau AgriCultures qui réunira 7 partenaires régionaux autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial.

## Du magazine au réseau

Il y a vingt-cinq ans, le centre d'information sur l'agriculture à faibles apports externes (ILEIA) lançait LEISA : un concept et un magazine. LEISA, qui signifie agriculture durable à faibles apports externes, fait la promotion d'une agriculture à usage minimal d'intrants dans un contexte plutôt favorable à une intensification massive et coûteuse (non regardante de la préservation de l'environnement), et qui ne répond pas aux besoins des petits producteurs. Le magazine LEISA est le véhicule de ce concept d'une agriculture alternative à travers la diffusion et l'échange d'informations basées sur les pratiques et innovations des producteurs du monde entier.

Le défi était de fournir une information rigoureuse et illustrative sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agro-écologiques et sociales. Il semble que le besoin était réel puisque, d'un magazine international, LEISA a évolué en un réseau de diffusion de l'information réunissant, aujourd'hui, 7 éditions régionales : *La Revista* (en espagnol, publiée au Pérou), *LEISA India* (en anglais, publiée en Inde), *LEISA Indonesia* (en Bahasa, publiée en Indonésie), *AGRIDAPE* (votre édition d'Afrique francophone), *Agroecologia* (en portugais, publiée au Brésil), *LEISA China* (en chinois, publiée en Chine) et *KILIMO* (édition africaine en anglais). En plus des magazines, les 7 institutions partenaires appuient les petits producteurs avec divers

projets et initient des activités de renforcement des capacités dans le domaine de la capitalisation des expériences.

## Un nouveau nom, symbole de renouveau

A l'occasion du jubilé de LEISA, les membres du réseau ont choisi de marquer l'évènement par un renouveau dans le nom afin de mieux traduire la richesse de ces connaissances accumulées par les paysans, de génération en génération, partout dans le monde ainsi que notre diversité en tant que réseau mondial. Ainsi, de l'acronyme LEISA, très focalisé sur la dimension technique agricole, nous passons à AgriCultures.

Le nouveau nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Dans un contexte de crise agricole mondiale, qui consacre l'échec des approches dites conventionnelles, de nombreux pays en ont tiré des leçons et sont en train de réorienter leur politique agricole vers la sécurité et la souveraineté alimentaire.

Avec le nom AgriCultures, le réseau marque plus que jamais sa position, quant à l'agriculture durable, basée sur 25 ans de collecte et de diffusion d'expériences pratiques. Il est possible d'allier la rentabilité économique à la préservation de l'environnement et à la souveraineté alimentaire des paysans. Sur ce

constat, il est également possible de dire que l'on pourrait nourrir le monde en 2025<sup>1</sup> avec une agriculture durable basée sur l'exploitation familiale. En effet, les petits exploitants ont recours à diverses pratiques agricoles adaptées à leur environnement et à leurs réalités socioculturelles. Ainsi, malgré les prévisions récurrentes de leur disparition, les exploitations familiales développent de grandes capacités de résistance face à des conditions climatiques, politiques, sociales et environnementales fluctuantes.

Il faut donc soutenir et valoriser cette forme d'agriculture en documentant les pratiques locales durables initiées par les petits exploitants agricoles et en influençant les politiques pour que leurs voix soient entendues. Telles sont les orientations du réseau AgriCultures.

## Entre crise agricole et changements climatiques...

2008 a été l'année des grandes crises. L'année 2009 sera marquée par deux rencontres, celle de la FAO dont les résultats mitigés sont connus et la COP 15 de tous les espoirs sur le changement climatique. Ces deux évènements posent des problématiques cruciales pour l'avenir même de l'humanité. L'anniversaire des 25 ans de ILEIA et de LEISA, qui sera célébré le 15 décembre 2009 à la Haye, sera l'occasion de les aborder de manière holistique et dans une réelle perspective de durabilité, d'équité et ...d'espoir.

AGRIDAPE y sera et reviendra sur cet évènement spécial dans le magazine de février 2010 !

<sup>1</sup> Clin d'œil à la rencontre des experts préparatoire du Sommet de la FAO

